

# Sortir du nucléaire →

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



# Sommaire

## ARMES NUCLÉAIRES

Quand la géopolitique commande P. 3

La campagne en actions P. 5

Un référendum pour leur abolition P. 6

EPR de Flamanville :  
une BD pour comprendre P. 7

## CIGÉO

16 juin : l'opposition à Cigéo  
dans les rues de Bar-le-Duc P. 11

Vague de perquisitions  
contre les opposant.es à Cigéo P. 15

Actions et vie des groupes P. 17

L'équipe du Réseau P. 18

EDF et la piscine mystérieuse P. 19

Débat électrique  
sur la politique énergétique P. 20

Le nucléaire en Argentine P. 22

La baie de Cardiff,  
poubelle nucléaire P. 24

MZC, association pour  
travailleurs du nucléaire indignés P. 25

L'appartement s'agrandit,  
la facture de chauffage rétrécit ! P. 27

Défi des Familles à Énergie  
Positive, et si vous vous lanciez ? P. 30

CéléWatt, un projet  
solaire, citoyen et local P. 32

Nouvelle galette  
pour les Bure Haleurs P. 33

Helen Caldicott :  
le nucléaire n'est pas un roman P. 34

À lire, à voir P. 35

Photo de couverture :  
© Anne-Lise Devaux

## Éditorial

# Soyons prêts !

L'édifice nucléaire français vacille. Il faut le pousser pour qu'il tombe, et qu'il laisse place à une société libérée du nucléaire civil et militaire. Face aux tournants nécessaires de politique énergétique et de politique nucléaire militaire, les antinucléaires se doivent d'être prêts !

Prêts à pousser le gouvernement français à signer le Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires - TIAN - traité international approuvé à l'ONU par 122 pays en juillet 2017 : c'est le sens de la campagne lancée par le Réseau "Sortir du nucléaire" avec d'autres associations nationales.

Prêts à s'opposer au démarrage de l'EPR de Flamanville, qui démontre mois après mois sa faillite technique et économique.

Prêts à manifester leur soutien aux militants qui, s'opposant au projet Cigéo à Bure, font face à une très forte répression qui vise à démanteler l'opposition locale et nationale. Le Réseau "Sortir du nucléaire" est d'ailleurs ciblé au travers de deux de ses administratrices et même de son avocat — fait rarissime !

Prêts à élargir au niveau national le débat autour de la question des déchets nucléaires afin de ne pas se laisser enfermer dans la nasse de la répression sur le seul territoire champenois-lorrain. Cela va-t-il passer par un énième débat institutionnel potentiellement bidon ou par des débats autogérés ? En tout cas, nous ne choisirons pas la couleur des bidons ou des piscines de déchets radioactifs. L'essentiel est d'arrêter d'en produire toujours plus !

Prêts à soutenir les travailleurs du nucléaire et plus particulièrement les sous-traitants, principales victimes du *grand carnage social* que constitue le grand carénage : ce rafistolage des vieux réacteurs qu'EDF met en place pour prolonger leur amortissement.

Prêts à dénoncer la désinformation des forces nucléaires, tant au niveau des opérateurs capables d'éluder les accidents dans les centrales devant une commission d'enquête parlementaire qu'au niveau des lobbies distillant dans les médias et auprès des élus des affirmations dispendieuses.

Prêts à informer sur le déclin mondial du nucléaire ; exemple, tout récemment, l'Argentine vient de renoncer à deux réacteurs nucléaires.

Prêts à pousser pour que la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) respecte au moins la loi de Transition énergétique et de croissance verte. Sa mise en débat, ce printemps, verra-t-elle enfin un début de programmation de fermeture des vieux réacteurs ou la victoire du lobby pro-nucléaire, qui exportera plus d'électricité pour sauver le nucléaire à défaut de commencer une véritable politique nationale d'économie d'énergie ?



Prêts, individuellement ou collectivement, et dans la mesure du possible, à rénover son logement, pour parvenir aux normes "basse consommation". Prêts à relever le défi de faire baisser très significativement sa consommation et donc ses factures énergétiques en changeant certaines habitudes et en adoptant des écogestes au quotidien.

## Le Réseau "Sortir du nucléaire"

### Mentions légales :

Revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" n°78

Août 2018 - Dépôt légal à parution.

Abonnez-vous pour un an (4 numéros) :

12 €, ou 20 € en soutien, sur :

<http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Ou courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"

9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04

(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")

Directeur de publication : Bernard Cottier.

Rédaction en chef : Anne-Lise Devaux.

Maquette : Wladimir Quénu.

Relectures : Marie Gagnard-Volta, Nadia Boukacem.

ISSN : 1276-342 X

Tirage : 9 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé avec des encres à base végétale.

Retrouvez toute l'actualité sur :

[www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)

La reproduction d'articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

Faites comme le Réseau "Sortir du nucléaire"

en souscrivant à l'offre d'électricité à 100 %

d'origine renouvelable, garantie sans nucléaire,

fournie par Enercoop : <http://www.enercoop.org>

En supplément à ce numéro : 1 feuillet campagne La France doit signer le TIAN.

# Quand la géopolitique commande la politique (de désarmement)

En 2018, l'agenda de la communauté internationale et l'actualité font de l'élimination des armes nucléaires un enjeu incontournable. La reconfiguration des rapports de force entre nations, l'effritement du leadership américain et la fabrication de nouveaux engins nucléaires augmentent le risque d'emploi et de menace d'emploi. Plus que jamais, les bouleversements géopolitiques appellent une politique mondiale de désarmement concerté.

Alors que le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) a fêté le premier anniversaire de son adoption par l'ONU le 7 juillet dernier, le texte qui prévoit l'interdiction d'utiliser, de fabriquer et de stocker des armes nucléaires enregistre lentement des signatures. En mars 2018, 57 États l'avaient officiellement signé et cinq l'avaient ratifié. Sur les 122 qui l'avaient approuvé à New York un an plus tôt, c'est peu. Cette frilosité de certains pays d'abord enthousiastes s'explique en partie par la pression qu'exercent les puissances nucléaires. Par le rejet du texte et leur entêtement dans leurs programmes nucléaires militaires, celles-ci sabordent l'initiative des autres pays et les poussent à rétro pédaler. En préférant se placer hors du droit international plutôt que d'y souscrire, ce petit groupe dont fait partie la France refuse de jouer le jeu du désarmement concerté et menace la sécurité mondiale.

Plus inquiétant, les géants détenteurs d'armes nucléaires n'hésitent plus à s'extraire de l'architecture supranationale légale fabriquée par l'ONU pour s'arroger des licences d'agression, au nom d'un nouveau multilatéralisme qui signe le retour de la loi du plus fort, celle des puissants du G7. C'est dans cette atmosphère à la fois porteuse d'inquiétudes et d'espoirs que les actions du 6 au 9 août se dérouleront.

## Pour que l'Histoire ne se répète pas

Au lendemain de la Guerre froide, la communauté internationale parie sur une phase de diminution des stocks d'armes nucléaires. La normalisation des relations entre superpuissances et la signature de traités allant dans ce sens laissent entrevoir la perspective d'un monde progressivement dénucléarisé, tandis que le spectre d'une "destruction mutuelle assurée" s'éloigne. Mais, depuis 2017, un regain des tensions a relancé l'escalade. En janvier 2018, les experts du Bulletin of Atomic Scientists ont ainsi avancé "l'Horloge de l'apocalypse" de 30 secondes pour alerter sur le risque accru de conflit nucléaire.

La première menace vient de l'administration de Donald Trump. Le poids croissant des BRICS<sup>1</sup> — avec le développement de la Russie et la puissance commerciale grandissante de la Chine — a progressivement redessiné les contours d'un monde multipolaire. Face à l'essoufflement de leur leadership économique, les États-Unis jusque-là habitués



Le 14 avril 2015, le ministre turc de l'énergie et le PDG russe de Rosatom ont posé la première pierre du projet de centrale nucléaire, à Akkuyu.

à jouer leur rôle autoproclamé de gendarme du monde pourraient utiliser des armes nucléaires pour réaffirmer leur puissance militaire. Le déploiement de ces armes permettrait aussi de relancer un des moteurs de l'économie américaine : le complexe militaro-industriel. C'est dans cette optique que la Nuclear Post Review de 2018 a exposé le saut technologique opéré par les entreprises américaines et l'État, pour mettre au point de nouvelles armes nucléaires, plus "petites" mais tout aussi sales. L'actuel président des États-Unis n'a pas écarté la possibilité de recourir à ces armes, notamment à l'occasion de "frappes préventives". Et les ennemis sont tout désignés. L'Iran, que Donald Trump a poussé dans ses retranchements en faisant voler en éclats un accord de dénucléarisation historique, pressé par John Bolton, conseiller à la sécurité nationale et partisan d'une intervention armée contre ce pays. La Russie qui, dans le même temps, a modernisé et complété son arsenal nucléaire avec un nouveau missile intercontinental, des drones nucléaires sous-marins, un missile supersonique et une arme laser. Enfin, en dépit des récentes pirouettes diplomatiques des deux dirigeants, la gestion du dossier du nucléaire iranien par Donald Trump raffermi les volontés nucléaires de Kim Jong-un. Et l'annonce de l'arrêt des essais de tirs nord-coréens, en partie forcé par l'effondrement de la montagne qui abritait le principal site d'essais, ne signifie aucunement que Pyongyang renoncera à son programme nucléaire. Augmentation des budgets consacrés à la force de

## Notes :

<sup>1</sup> : Acronyme anglais pour désigner le groupe de cinq pays : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud

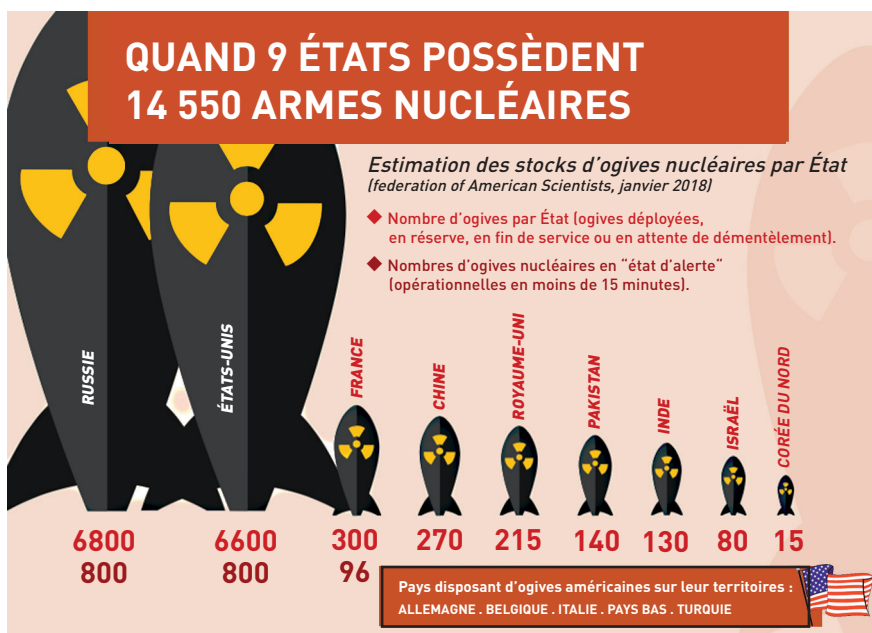
frappe nucléaire, entretien et modernisation des composantes navales et aéroportées : côté français, la Loi de programmation militaire récemment approuvée par l'Assemblée nationale et le Sénat va dans le même sens.

**Notes :** Partout, des pays qui s'étaient engagés à faire décroître leurs stocks d'armes foulent leurs engagements au pied. Traité de non-prolifération (TNP) en tête, une série de pays violent les textes auxquels ils ont souscrit et continuent de fabriquer des armes nucléaires. Si les stocks d'ogives disponibles ont effectivement fléchi, la puissance cumulée des arsenaux n'a cessé de croître, et avec elle, les sommes investies par les banques et les entreprises. À cause de la menace que constituent leurs voisins nucléarisés,

I : "Proche-Orient. Une périlleuse course au nucléaire", Israël Rafalovich, Orient XXI, 18 juin 2018.

certains pays songent même à se retirer du TNP. Le journaliste Israël Rafalovich avertit : "Un Proche-Orient nucléaire aurait un impact profond sur la sécurité régionale. Et il faut envisager la possibilité de voir, dans un futur pas si éloigné, plusieurs pays décider une sortie collective du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)". Et de poursuivre : "L'objectif d'un désarmement nucléaire de la région ne sera pas atteint tant qu'il exclura Israël"<sup>2</sup>.

Parallèlement, de nouveaux pays se dotent des moyens pour fabriquer des armes atomiques, notamment avec des infrastructures de recherche ou de production nucléaire. Prêtant des intentions bellicistes au guide suprême iranien, le prince héritier d'Arabie saoudite Mohamed ben Salmane déclarait en mars 2018 que si l'Iran se dotait de la bombe, "l'Arabie saoudite ferait de même, le plus rapidement possible". Concernant la Turquie, elle ne détient pour l'instant pas les capacités de produire des quantités importantes de matières fissiles utilisables dans le cadre d'un programme militaire. Mais le contrat récemment conclu avec l'entreprise russe Rosatom pour la construction d'une centrale électronucléaire à Akkuyu lui ouvre une voie royale à la fabrication d'uranium et de plutonium. En Égypte aussi, la tentation nucléaire à usage civil soulève la question de la prolifération. Comme en 1939, le jeu des alliances pourrait précipiter une série de pays dans une guerre généralisée. Et si, comme en 1945, son issue était la reconquête du leadership par une superpuissance, le conflit pourrait se solder par un hiver nucléaire.



Julien Baldassarra

## Un été pour faire bouger les lignes

Cet été, des jeûnes-actions sont organisés dans plusieurs villes de France. Du 6 au 9 août, des milliers de personnes convergeront pour commémorer la mémoire des victimes d'Hiroshima et de Nagasaki et demander l'abolition des armes nucléaires. À Paris, Cherbourg, Dijon, Montpellier, Brest et Tours, les jeûneurs.ses et leurs soutiens auront une raison supplémentaire de se mobiliser. L'année dernière, ICAN (Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire) a reçu le prix Nobel de la paix pour avoir favorisé la conception d'un traité international d'interdiction des armes nucléaires. Si le TIAN a été approuvé par l'ONU, c'est maintenant au tour des États de s'en saisir.

L'année qui vient sera une année charnière pour le désarmement. En 2017, la société civile a convaincu les pays des Nations unies de concevoir un texte juridiquement contraignant pour éliminer les armes nucléaires. En 2018, c'est au tour des citoyen.nes de s'approprier le texte et de rendre sa signature par la France inévitable. Dans cette tâche, le Réseau "Sortir du nucléaire" prend sa part : en mars 2018, il a lancé une campagne pour que la France signe et ratifie le TIAN.

Le samedi 7 juillet, une grande action décentralisée était organisée dans toute la France. À l'occasion du premier anniversaire de l'adoption du TIAN par 122 pays-membres de l'ONU, le Réseau "Sortir du nucléaire", le MAN et les autres partenaires de la campagne ont lancé un appel à mobilisation invitant militant.es et sympathisant.es à se rassembler devant les permanences parlementaires de leurs député.es. L'objectif : faire signer la pétition *Pour que la France signe et ratifie le TIAN* et ainsi mettre

un coup de projecteur sur l'enjeu du désarmement. Parallèlement, une action était lancée sur les réseaux sociaux pour interpeller les élu.es et l'Élysée sur le TIAN. En plus de mettre les député.es et le Président face à leurs responsabilités, cette mobilisation a permis de diffuser le matériel de la campagne dans une multitude de villes. Ainsi, les distributions de brochures et de cartes postales par des militant.es vêtus de tee-shirts aux couleurs de la campagne ont permis d'augmenter sa visibilité et de sensibiliser les curieux.ses sur le désarmement nucléaire.

À l'heure où nous bouclons cette revue, ce sont plus de 13 600 personnes qui ont signé la pétition. C'est en deçà de l'objectif fixé de 20 000, mais avec de la détermination, de plus en plus de personnes prêteront une oreille attentive au discours que nous portons. De détermination, les militant.es en font preuve, lorsque chaque mois, ils et elles tiennent une vigie devant le ministère des Armées pour protester contre la politique de dissuasion. Irréductibles Gaulois, leur présence est importante. Symboliquement d'abord, car sinon qui ? Pratiquement ensuite, car en plus d'être un moment d'échanges toujours enrichissant, ces petits groupes d'infatigables agitent, attisent et remuent : les fonctionnaires et les gradés d'abord. Les passant.es, les automobilistes et toutes celles et ceux qui aperçoivent la fameuse banderole ensuite.

À ces actions récurrentes s'en rajoute une, qui s'est, elle aussi, hissée au rang d'institution : **les jeûnes-actions du 6 au 9 août**. Au programme de ces quatre jours en France, en Allemagne et en Angleterre : projections de films, conférences, ateliers-débats, actions de rue, etc. dans une ambiance conviviale. À coup sûr, les participant.es les plus courageux.ses achèveront ces quatre jours le ventre vide, mais la tête pleine. Si ces jeûnes sont organisés par "Abolition des armes nucléaires" depuis 30 ans, cette année, ils auront une saveur particulière. L'année dernière, ICAN, dont est membre "Abolition des armes nucléaires", a reçu le prix Nobel de la paix.



En ayant favorisé les discussions sur un traité d'interdiction internationale, ICAN a tendu une perche qu'une majorité de pays progressistes a su saisir. Par son travail de lobbying et de diplomatie, ICAN est parvenue à mettre au vote un texte historique. C'est maintenant au tour des citoyen.nes de se mobiliser pour faire que ce traité devienne une réalité. Car sans un mouvement populaire en faveur de la signature du texte, le gouvernement d'Emmanuel Macron choisira toujours de ne pas le signer.

Cette mobilisation est possible : un sondage datant de juillet 2018 a montré que 67% des Français sont favorables à ce que la France signe le TIAN et 76% souhaitent que la France s'engage dans un processus international d'élimination totale et contrôlée des armes atomiques, tel que prévu par l'ONU.

Le prix Nobel de la paix est l'aboutissement d'un travail acharné de militant.es qui, par leur abnégation et leur présence sur le terrain, ont permis de faire évoluer les mentalités concernant la dissuasion. Il vient récompenser le travail accompli en même temps qu'il rappelle les ambitions du mouvement : mettre concrètement en place cet outil "juridiquement contraignant". Pour qu'enfin adienne la "norme sans équivoque contre les armes nucléaires" que la présidente d'ICAN Beatrice Fihn appelait de ses vœux lors du discours de remise.

Julien Baldassarra

**Paris, Montpellier, Dijon, Brest, Tours, Cherbourg, le Mont Saint-Michel...**

Pour connaître toutes les villes qui se mobilisent et consulter les programmes des quatre jours, direction le site :

<http://abolitiondesarmes-nucleaires.org/events/>

ou sur l'agenda du Réseau :

[www.sortirdunucleaire.org/Agenda](http://www.sortirdunucleaire.org/Agenda)



# Un référendum pour abolir les armes nucléaires

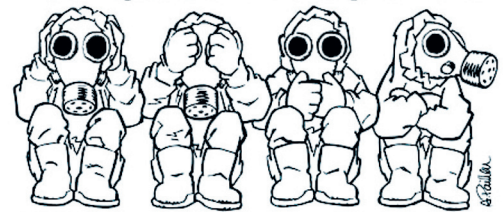
Nous voulons un monde sans armes ni centrales nucléaires. Mais les neuf États nucléaires ont tous boycotté le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). La France, les États-Unis et le Royaume-Uni ont annoncé leur refus catégorique de le signer le jour même où 122 États non nucléaires l'adoptaient.

Dés lors, comment les forcer à désarmer ? Il est possible de contraindre le gouvernement français à en prendre l'initiative, par un référendum d'initiative parlementaire et citoyenne posant la question :

*“Approuvez-vous que la France participe à l'abolition des armes nucléaires et radioactives et engage avec l'ensemble des États concernés des négociations visant à établir, ratifier et appliquer un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires et radioactives, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?”*

Ce référendum peut avoir lieu à deux conditions. Premièrement, il doit faire l'objet d'une proposition de loi signée par un cinquième des parlementaires. Condition qui avait été remplie aux deux-tiers sous le précédent Parlement obtenant 126 signatures de députés et sénateurs en avril 2017, sur les 185 requises. Deuxièmement, il doit obtenir en 9 mois le

## Pour que survive la planète !



**Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire**  
www.acdn.net

soutien par voie électronique de 10% des électeurs inscrits. Cette condition est à portée de main : selon un sondage IFOP-ACDN de mai 2018, 82 % des Français de plus de 18 ans seraient prêts à apporter leur soutien à cette proposition de loi.

D'après le même sondage, 85 % des électeurs répondraient OUI à la question posée. Ainsi le peuple français pourra ouvrir la voie à un monde sans armes nucléaires et radioactives.

Chaque citoyen(ne) peut encourager les députés et sénateurs de sa circonscription ou son département à signer cette proposition de loi référendaire en la leur envoyant après l'avoir demandée à ACDN, 31 Rue du Cormier 17100 Saintes ou par Internet à [contact@acdn.net](mailto:contact@acdn.net)



## Bulletin d'abonnement et de parrainage

BR78

À renvoyer par courrier, accompagné de votre règlement par chèque, à :  
Réseau “Sortir du nucléaire”, 9 rue Dumenge 69317 Lyon cedex 04  
Libellez votre chèque de règlement à l'ordre de Sortir du nucléaire.

- Je m'abonne à la revue trimestrielle “Sortir du nucléaire” pour 1 an (4 numéros). Je choisis :
- l'abonnement standard au prix de 12 €
  - l'abonnement de soutien au prix de 20 €, pour aider le Réseau à diffuser la revue largement !
- J'offre un abonnement à un proche ou un-e ami-e pour 1 an (4 numéros), au prix “spécial parrainage” de 8 €, pour lui faire découvrir la revue “Sortir du nucléaire”.
- Abonnement “petit budget” : je n'ai pas les moyens de payer un abonnement à votre revue, mais afin de me tenir informé-e, je souhaite la recevoir gratuitement pendant 1 an (4 numéros).

Indiquez vos coordonnées pour recevoir la revue. Merci d'écrire très lisiblement et en caractères d'imprimerie.

### Mes coordonnées :

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Commune : .....  
Pays (si hors France) : .....  
Courriel : .....

### J'offre un abonnement à :

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Commune : .....  
Pays (si hors France) : .....

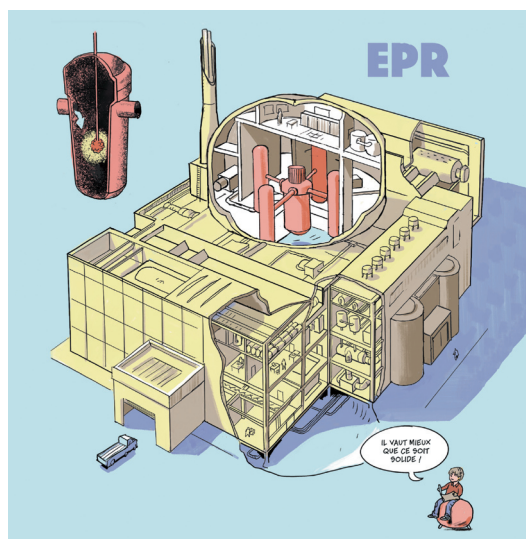
# Et si la **BD** nous aidait à comprendre le dossier de l'EPR de Flamanville ?

Le feuilleton de l'EPR de Flamanville a débuté il y a bien longtemps. Et puis il y a le feuilleton dans le feuilleton : LA CUVE....

Sylvain Tronchet, journaliste pour la cellule investigation de Radio France et Benjamin Adès, dessinateur, se sont emparés de cette question pour la Revue dessinée n°20, sortie en juin 2018. Ils présentent dans une enquête en cinq étapes, l'aberration du projet et des décisions le concernant.

Des défauts de la cuve aux conséquences budgétaires de la validation de sa mise en service par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) en passant par les motifs historiques, économiques et financiers ayant contribué à ces anomalies et à cette décision, ils nous montrent avec des dessins d'ambiance comment le lobby nucléaire a traité ce dossier.

Nous les remercions de nous avoir permis de diffuser ici un court extrait de leur travail (pages 8, 9,10).



La Revue dessinée est une revue indépendante d'information en bande dessinée, qui associe des journalistes à des auteurs de bande dessinée pour traiter des sujets liés à l'écologie, l'économie, la politique et les enjeux de société. Vous pouvez vous abonner sur leur site : [www.larevuedessinee.fr](http://www.larevuedessinee.fr).

EFFECTIVEMENT, POUR LA CUVE IL EXISTE CE QUE L'ON APPELLE UNE "EXCLUSION DE RUPTURE". CELA VEUT DIRE QUE L'ON CONSIDÈRE QUE, PAR SA CONCEPTION, QUOI QU'IL ARRIVE, ELLE RÉSISTERA.

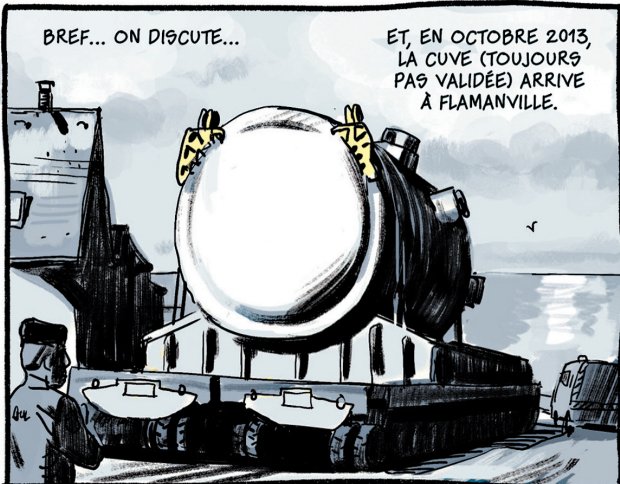


## Le Réseau en action sur le dossier de la cuve de l'EPR de Flamanville

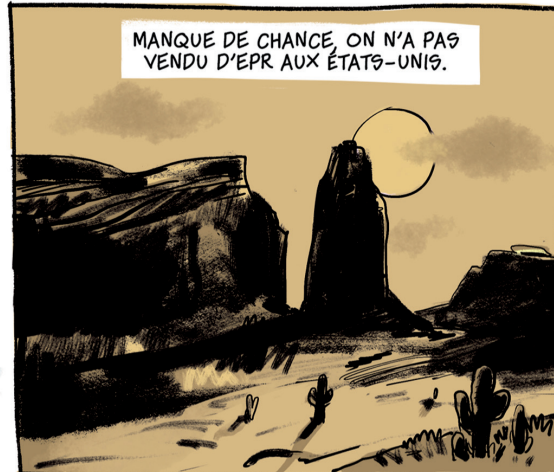
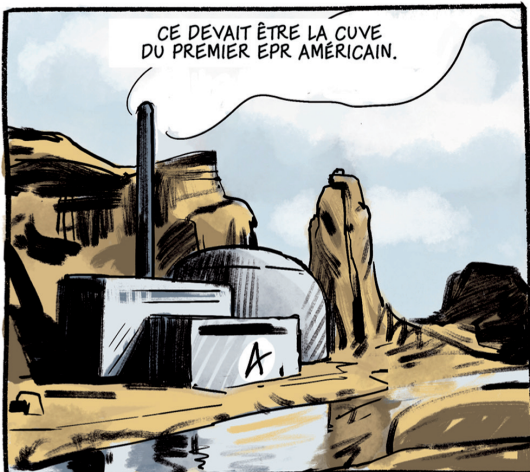
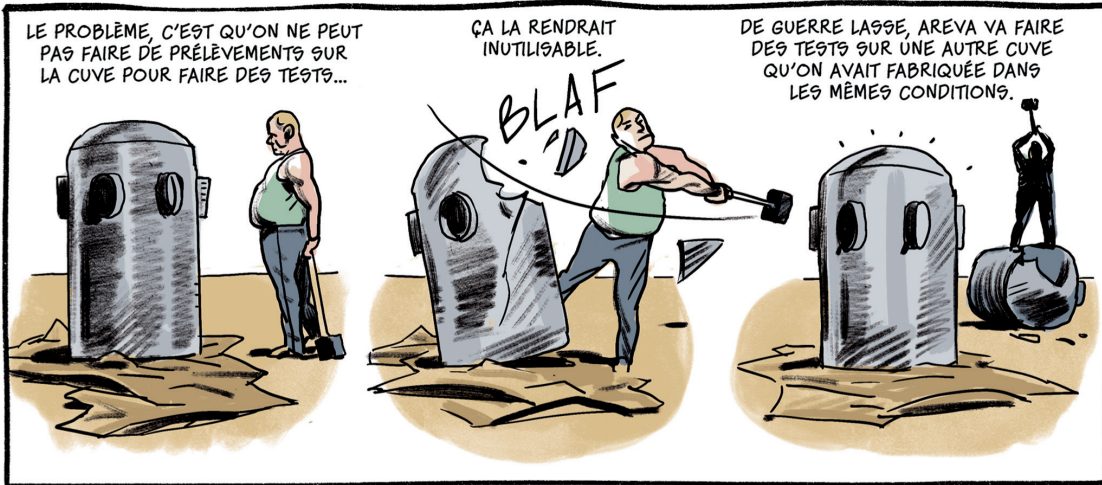
En 2017, le Réseau "Sortir du nucléaire" avait lancé une pétition adressée au Président de l'ASN pour lui demander de ne pas valider cette cuve défectueuse. Près de 40 000 signatures ont été récoltées... mais l'ASN n'en a pas tenu compte. À la suite de l'avis validant l'utilisation de cette cuve défectueuse, le 30 novembre 2017, le Réseau "Sortir du nucléaire", de concert avec les associations et collectifs CRILAN, Greenpeace France et STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs ont déposé un recours devant le Conseil d'État. La complaisance du *gendarme* du nucléaire envers les industriels n'a que trop duré ! Cette action est encore en cours d'instruction, le Conseil d'État se prononcera dans les prochains mois sur la question. Vous pouvez suivre l'avancée de cette démarche ainsi que celle de nos autres actions juridiques sur notre site <sup>1</sup>.

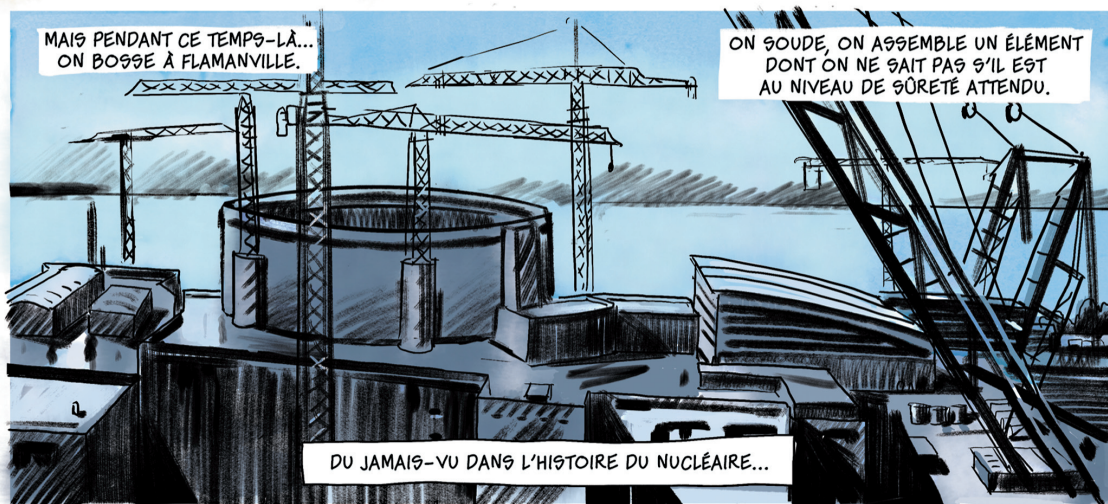
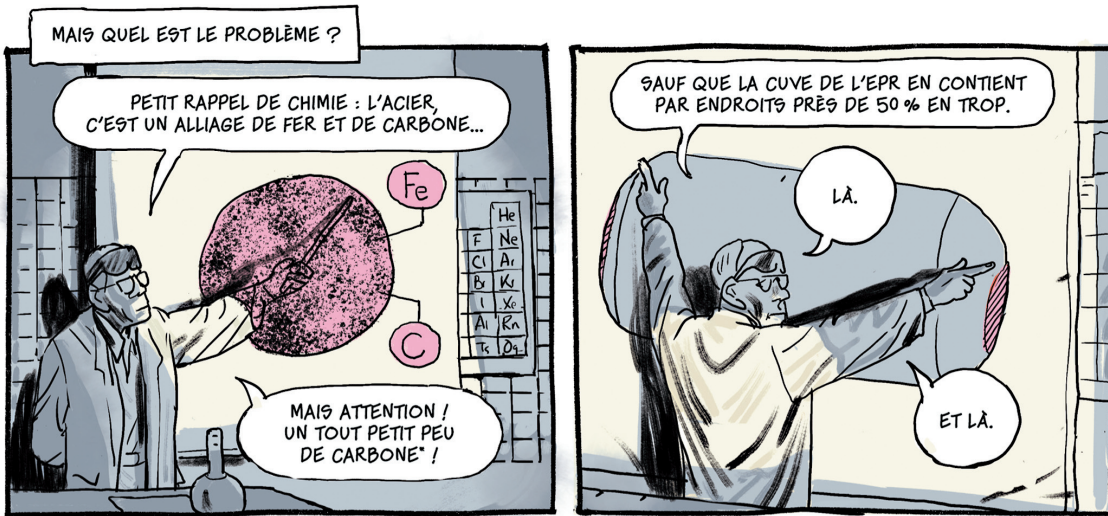
### Notes :

1 : [www.sortirdunucleaire.org/](http://www.sortirdunucleaire.org/)  
Nos-actions-juridiques









\*POUR LE NUCLÉAIRE, LE MAXIMUM ADMIS EST DE 0,2 %.

# Le 16 juin, l'opposition à Bure s'est invitée à Bar

Le samedi 16 juin 2018, une grande journée de mobilisation contre le projet de poubelle nucléaire Cigéo était organisée à Bar-le-Duc, la préfecture de la Meuse. Divisée en deux temps "le matin pour réfléchir, l'après-midi pour agir", la journée a vu 3 000 personnes affluer de la région, de toute la France et même de l'étranger. Pour manifester leur opposition au projet Cigéo et afficher leur soutien à la lutte contre l'enfouissement des déchets radioactifs, les participant.es ont pu se réunir et éprouver différentes formes d'action. Récit d'une journée festive et riche en discussions.

## Chouettes préparatifs au Hall des Brasseries

La veille, une étrange rumeur s'échappe déjà du Hall des Brasseries, où doivent se tenir le lendemain des tables rondes et un village associatif. À Bar-le-Duc, préfecture de la Meuse, les organisateurs.trices de la journée du 16 juin contre le projet de poubelle nucléaire à Bure ont déniché ce vaste hangar frais où proposer des animations et se rassembler avant le départ de la manifestation. Pour l'heure, les sympathisant.es de la lutte anti-Cigéo bouclent les derniers préparatifs. Dans l'effervescence de retrouvailles antinucléaires, certain.es finissent de bricoler les ailes de l'immense hibou qui défilera le lendemain. D'autres terminent de peindre les yeux de l'imposante chouette qui tient un fût de déchets radioactifs dans son bec. On se retrouve autour d'une bière. On se raconte les dernières actualités de la lutte et on écoute un air d'accordéon. On s'émerveille devant les imposants chars prévus pour la parade festive du lendemain.



© Anne-Lise Devaux

Le soir, les bénévoles déjà présent.es finissent d'installer tables et chaises tandis que les plus costaud.es hissent les sangles qui dressent le chapiteau dans lequel auront lieu les concerts et les discussions. Les organisateurs.trices de la cantine autogérée déballetent leurs immenses marmites. À l'autre bout du barnum, une équipe "légumes" s'affaire à peler, éplucher et concasser champignons, pommes de terre, oignons et autres carottes : tous ces légumes frais et bio seront servis à pas moins de 1500 personnes ! L'autre partie des bénévoles est allée en reconnaissance sur le terrain mis à disposition pour camper. Elle balise le chemin à l'aide d'une signalétique en cartons fléchés. Si la mise en place s'étire tard dans la nuit, la promesse d'une belle journée et l'impatience de dévoiler les animations prévues le lendemain maintiennent en éveil les plus courageux.ses.

## Le matin pour réfléchir

Le 16 juin, à partir de 10 heures, le Hall des Brasseries se transforme en village associatif bien garni. Comités de soutiens, collectifs antinucléaires, associations environnementales ou pacifistes et partis politiques : une multitude d'organisations ont posé leurs bagages pour dire non au projet Cigéo. De tables rondes en stands, les idées s'échangent et les arguments fusent. On fait circuler des tracts, on s'échange des numéros de téléphone et on fait des



© Anne-Lise Devaux



© Anne-Lise Devaux

plans d'action sur la comète. Au fond du hangar, les tables rondes battent leur plein. Les intervenant.es reviennent sur l'historique de la lutte contre l'enfouissement des déchets radioactifs et évoquent les multiples tentatives de passage en force comme les simulacres de démocratie participative, destinés à garantir l'acceptabilité sociale de projets déjà décidés. Plus loin, l'atelier confection de masques de hiboux attire petit.es et grand.es. Découpés dans des assiettes en carton, les masques sont ensuite peints, au gré de l'inspiration de chacun.e. Sur la grande esplanade en gravier qui jouxte le Hall, la foule se masse autour des animations proposées. Un artisan initie les curieux à la ferronnerie d'art, façon feuilles et branches en fer forgé.

Au total, plus d'une vingtaine de bus ont été affrétés pour transporter des milliers de personnes jusqu'en Meuse. La plupart ont voyagé de nuit et sont arrivés à l'aube. Aussi, vers midi, certain.es voyageurs.euses convergent déjà vers les tonnelles qui abritent la cantine, le ventre tirillé par la faim.

### L'après-midi pour agir (et réfléchir de nouveau)

À 14h30, le cortège se met en mouvement. Il va s'engager sur le parcours prévu : longer l'Ormain près des quais ombragés par les tilleuls. Ensuite, remonter la grande rue commerçante pour finir sur la place Reggio, devant la préfecture de département. Au passage du cortège, ce qui attire l'œil, c'est l'incroyable diversité des participant.es : des paysan.nes qui roulent au pas dans leurs tracteurs recouverts de slogans, des familles avec poussettes et enfants sur les épaules, des personnes vêtues de noir et d'autres qui portent des vêtements bariolés. Ici, deux personnes avec des masques de hiboux tiennent une banderole bordeaux sur laquelle il est inscrit : "de la ZAD à Bure, face aux expulsions militaires : résistance populaire". De nombreux.es



© Anne-Lise Devaux

manifestant.es brandissent des drapeaux "Stop Cigéo". Certain.es arborent des pin's ou portent un sac à dos bardé d'autocollants "Bure non merci". Quasiment tou.tes ont répondu à l'appel lancé quelques semaines auparavant à venir muni de branches et de feuilles, pour "reboiser" Barle-Duc. Les végétaux seront finalement déposés à l'angle d'une rue, devant le concert donné par les



© Anne-Lise Devaux



Bure Haleurs<sup>1</sup> et leur matériel alimenté par de courageux. ses volontaires qui pédalent pour alimenter amplis et sono avec de l'électricité verte et gratuite ! 15h00 : les batucadas rythment la cadence de la marche et font danser les participant.es. D'autres proposent des mini spectacles éphémères : là-bas une mime convaincante, ici les "blagues blocs". Cette équipe de clowns activistes désamorce avec humour les quelques moments de tension entre les gendarmes mobiles et certain.es manifestant.es. Au milieu du cortège, un participant agglomère les énergies autour de lui : c'est Robin. Victime l'an dernier d'un tir de grenade de désencerclement lors d'un rassemblement contre Cigéo, il évolue désormais en fauteuil roulant. S'il a perdu une grande partie de son pied à cause du souffle de la charge explosive contenue dans l'engin lancé par les forces de l'ordre, Robin a gagné en détermination. Armé d'un mégaphone, il donne le la : "On est plus chaud, plus chaud, plus chaud que Cigéo !" Et les slogans s'enchaînent : "Ami.e j'entends ta rage, Cigéo va brûler, ou bien par sabotage, ou bien par ses déchets".

À une vingtaine de mètres, un groupe de personnes opérant en mode "black block" entreprend de "saboter" plusieurs lieux symboliques situés sur le parcours du défilé. Vêtues de noir, elles commettent des dégradations matérielles sur plusieurs infrastructures jugées stratégiques : des bâtiments d'entreprises identifiées comme étant des sous-traitantes engagées dans le projet Cigéo. Plus loin, quelques-un.es ciblent également une agence d'intérim. En arrivant sur l'artère principale de la ville, plusieurs individus prennent pour cible les vitrines et les distributeurs de quelques agences bancaires avant que les CRS ne s'interposent.

Très vite, ces actes minoritaires mais bien visibles suscitent des débats dans le cortège. Pour certain.es

participant.es, ces dégradations matérielles constituent un sabotage de la manifestation, de son efficacité et de son traitement médiatique. Mais pour d'autres, le sabotage ciblé de bâtiments symboliquement liés à l'Andra représente une forme de lutte comme une autre. Dans tous les cas, on ne peut que constater un fait : le raidissement du gouvernement (sur Cigéo comme sur d'autres sujets) et la trahison du ministre de l'Écologie ont entraîné une colère qui ne cesse de croître et qui choisit désormais de s'exprimer autrement que dans le répertoire d'action traditionnel. Entémoigne la formule ironique "Sous le K-Way, c'est Hulot !", taguée par des personnes habillées en noir, qui fait écho au slogan "Hulot m'a radicalisé.e" déjà présent dans de précédentes manifestations. En dépit des incidents qui émaillent le défilé et dont une grande partie des participant.es ne se préoccupe pas, l'ambiance de la journée reste festive, motivante et positive.

Place Reggio, les organisateurs.trices (le Cedra 52, principale organisation anti-Cigéo haut-marnaise, l'EODRA, qui regroupe des élu.es opposé.es à l'enfouissement et les Chouettes Hiboux de Bure) clôturent cette journée avec un discours symboliquement fort<sup>2</sup>. Dans la rue qui débouche sur la place, un marché paysan propose des produits locaux à prix réduits. Après le discours final des organisateurs.trices, la chorale propose un florilège de chants. Réceptive, la foule se masse sur les larges marches qui bordent la préfecture. La compagnie Jolie Môme aura le mot de la fin, avec une représentation qui a ravi petit.es et grand.es. Avant la dispersion, la foule entonne un dernier slogan, comme pour se motiver et se donner rendez-vous. "Andra, dégage, résistance et sabotages !"

### Notes :

1 : Interview page 33.

2 : Extraits disponibles en page 14 et intégralité sur le site du Réseau "Sortir du nucléaire".



# Extraits du discours du 16 juin

Compte tenu de la place disponible dans la Revue du Réseau "Sortir du nucléaire" nous ne pouvons publier que des extraits de ce texte important de la lutte contre Cigéo et contre le nucléaire. Vous pouvez le retrouver dans son intégralité sur notre site internet à l'adresse suivante : [www.sortirdunucleaire.org/stop-cigeo](http://www.sortirdunucleaire.org/stop-cigeo).

« Aujourd'hui 16 juin 2018, des composantes très variées de la lutte anti Cigéo sont réunies. Toutes les générations et plein de sensibilités. [...] Toutes et tous rassemblés par un même dégoût et une même rage contre ce que l'État voudrait mettre en oeuvre en Meuse : enfouir les déchets nucléaires les plus dangereux, au mépris indiscutable de la sécurité et de l'intégrité de notre génération et de celles qui vont suivre.

Rage face à l'énormité évidente de cette infamie. Dégoût face aux méthodes utilisées ici et ailleurs :

Le flitage généralisé, la répression policière et le harcèlement judiciaire contre celles et ceux qui osent résister : du drone à l'hélicoptère en passant par les écoutes. Des interdictions de territoire aux peines de prison en passant par les perquisitions : l'État déploie contre nous tout son arsenal. Et comme cela ne suffit pas à dissuader les opposants, il criminalise les personnes en lutte en les accusant par exemple d'association de malfaiteurs. Il va même jusqu'à blesser gravement nos camarades.

Tout cela sans compter tout le reste :

– L'arrosage financier des collectivités, des entreprises, des associations et des particuliers : déjà un milliard d'euros dépensé pour un projet sans existence légale,

– Les faux débats publics auxquels on nous somme de participer mais qui – nous dit-on – ne changeront rien au choix final, ni même au calendrier. Et lorsque nous perturbons cette mascarade, c'est nous qui sommes accusés de ne pas être des démocrates.

[...]

Concernant les déchets existants, ne surtout pas les enfouir. Car aujourd'hui, nous le répétons sans cesse : il n'y a aucune bonne solution pour les déchets nucléaires déjà produits. [...] Les déchets existants doivent rester là où ils sont, près des lieux de production afin de ne pas multiplier les risques. [...]

La population française est déjà menacée par trop de sites nucléaires, nous n'en



© Anne-Lise Devaux

voulons pas d'autres ! Donc Cigéo c'est NON, NON et ENCORE NON !

[...]

Par ce 16 juin, nous souhaitons rendre visible les nouvelles couleurs de notre mobilisation [...], la mobilisation croît, s'épanouit, s'émancipe, se multiplie : il faut croire que le terreau était fertile.

[...] la demande d'autorisation de création de Cigéo n'est même pas encore déposée, et ne le sera, PEUT-ÊTRE, qu'en 2019 ! Pourtant, l'Andra s'appête à demander une autorisation de défrichage de 134 hectares dans le Bois Lejuc et donc à détruire une forêt pour un projet qui n'existe tout simplement pas ! Et comme si ça ne suffisait pas, un immense transformateur RTE est prêt à sortir de terre à la sortie de Bure.

Mais les pouvoirs publics ne s'arrêtent pas là ! Ce sont tous les territoires autour de Bure qui se trouvent nucléarisés par une multitude de projets invisibles dans l'ombre du titan Cigéo :

– Blanchisserie à Joinville [...]

– Voies ferrées entre Gondrecourt et Mandres en Barrois

– Base de maintenance EDF à Saint Dizier

– Plateforme de pièces de rechange pour toutes les centrales à Velaines

– Base logistique de transport à Void-Vacon

– Stockages de déchets radioactifs à Soullaines et à Morvilliers

**C'EST LA NUCLEARISATION EN MARCHÉ !**

L'automne prochain, nous assisterons au summum de l'hypocrisie du gouvernement. Vous entendrez parler d'un débat public sur les déchets nucléaires, de concertation avec la population locale. Ce ne seront que des éléments de langage classiques d'un gouvernement expérimenté dans l'art de la manipulation et de la séduction.

[...]

Nous lançons ce samedi 16 juin 2018 un appel à une grande action partout en France : dès la rentrée, participer et organiser des concertations autogérées près de chez vous pour montrer à l'État qu'après 2005, qu'après 2013, ce troisième débat public n'a aucune légitimité !

Le mot concertation vient du latin concertare, qui veut dire : "projeter quelque chose en commun". Nous souhaitons prendre la définition à la lettre, et l'État au mot, en vous proposant de projeter quelque chose en commun : l'arrêt immédiat du nucléaire !

[...]

Entre la faillite des entreprises du nucléaire, le vieillissement des installations nucléaires et la volonté d'imposer Cigéo par la force, 2018-2019 est une année charnière pour le programme nucléaire français. [...] »

**Cedra 52, EODRA et les Chouettes Hiboux de Bure**

# Vague de perquisitions hors norme contre les opposant.es à Cigéo

Quatre jours après la journée de mobilisation rassemblant 3 000 personnes dans les rues de Bar-le-Duc, la vague de répression la plus massive jamais connue en plus de 20 ans de lutte s'est abattue sur les opposant.es au projet Cigéo. Des perquisitions et arrestations menées par plus de 200 gendarmes dans quatorze lieux de vie militants et domiciles d'opposant.es, dont la Maison de Résistance à Bure.

Dans la Meuse, en Haute-Marne, en Ardèche et à Paris, le mode opératoire diffère peu : portes défoncées sans sommation, perquisitions invasives, fouilles corporelles, contrôles d'identité, interpellations. Résultat : matériel informatique et effets personnels saisis, 14 personnes arrêtées, interrogées ou gardées à vue, souvent jusqu'à 60 heures. Certain.es entendu.es dans le cadre d'auditions libres, d'autres comme simples témoins.

Officiellement, ce coup de filet se déroulait dans le cadre d'une commission rogatoire délivrée par un juge pour des faits datant de 2017 : la suspicion d'un départ de feu dans l'hôtel-restaurant de l'Andra en juin, des dégradations commises sur les grilles de l'écothèque, bâtiment appartenant également à l'Andra, et la manifestation du 15 août, lors de laquelle un militant fut gravement blessé au pied par un tir de grenade de désencerclement des forces de l'ordre. Pourtant, les enquêteurs se sont intéressés davantage aux ramifications de la lutte et à son organisation qu'aux faits supposés. Maxime, perquisitionné et interrogé comme témoin, rapporte avoir été principalement cuisiné sur "l'organisation, les trains de vie, les financements, les lieux de lutte,

les rôles et tâches" de chacun.e. Une autre militante fait remarquer que les principaux supports saisis à son domicile étaient des documents du Réseau "Sortir du nucléaire"<sup>2</sup>.

Comme pour l'affaire Tarnac, l'État cherche à criminaliser les opposant.es à l'ordre nucléaire et à fabriquer des suspect.es, quitte à bafouer les procédures. Dans un communiqué, les anti-Cigéo déplorent que, "dans ces lieux, les motifs des perquisitions ont été peu ou pas présentés ; les commissions rogatoires n'ont souvent pas été présentées non plus". Des militant.es associatif.ves, des personnes de tout âge, des couples, un avocat : les cibles des enquêteurs laissent perplexes, comme d'ailleurs les faits reprochés. Regroupant des éléments flous dans le chef d'inculpation fourre-tout d'"association de malfaiteurs", les enquêteurs reprochent tout et n'importe quoi à certain.es militant.es qu'ils veulent faire taire. Pire, la validité des saisies réalisées chez l'avocat de certain.es opposant.es, Étienne Ambroselli, a été infirmée par la juge des libertés et de la détention, celle-ci rappelant que "la saisie indistincte de l'ensemble du matériel informatique utilisé par un avocat



dans le cadre de son activité professionnelle" portait une atteinte "injustifiée et démesurée à l'exercice de la profession d'avocat". L'avocat fut placé en garde à vue avant d'être remis en liberté et placé sous le statut de témoin assisté<sup>3</sup>.

Durant la garde à vue, les opposant.es ont pu constater l'ampleur du dispositif de surveillance déployé contre eux : filatures, écoutes téléphoniques, balises géolocalisées, etc. À son issue, certain.es militant.es se sont vu notifier des interdictions de territoire ou l'interdiction de communiquer avec d'autres personnes. Cinq ont été mises en examen avec placement sous contrôle judiciaire.

#### Notes :

1 : Voir pages 11, 12, 13

2 : Comptes-rendus de réunions, d'assemblée générale et de conseils d'administration, livres de compte, etc.

3 : "Bure : vague d'interpellation chez les opposants à Cigéo", Libération, 20 juin 2018

4 : Ibid.

Finalement, les faits invoqués ne sont que prétextes pour mettre la pression sur les opposant.es. Durant le week-end de mobilisation, six personnes avaient déjà été interpellées, et deux incarcérées après comparution immédiate. "Durant cette semaine, la présence militaire entre les villages de Bure et de Mandres-en-Barrois a été constante, s'accompagnant

de nombreux contrôles d'identité et fouilles de véhicules. Durant la journée de mobilisation et le week-end du 16 et 17 juin, au moins 19 interpellations ont eu lieu.", précise le texte des opposant.es.

Ce coup de force des autorités policières et judiciaires est une nouvelle preuve de la dérive sécuritaire du gouvernement, qui traite des militant.es et des habitant.es comme des terroristes pour essayer de détourner l'attention des innombrables problèmes posés par Cigéo. Claude Kaiser, ancien élu local opposé à Cigéo, dresse un constat lucide : "La préfecture nous demande de nous asseoir à la table du dialogue avant le débat public [qui doit avoir lieu en septembre, ndlr] et ils perquisitionnent ensuite tous azimuts ! On a l'impression d'être traités comme des terroristes. Pour nous, le dialogue est rompu. Au contraire de nous décourager, cela ne fait qu'augmenter notre colère"<sup>4</sup>.

Julien Baldassarra

## De nombreuses réactions pour soutenir les opposants malmenés

Dès le 20 juin, de nombreuses voix se sont élevées pour crier leur indignation devant cette répression.

La première réaction a été le communiqué commun au Réseau "Sortir du nucléaire", Bure Zone Libre, BureStop55, Cedra 52, EODRA soutenu par 18 organisations nationales et 34 organisations locales, dénonçant les méthodes utilisées et appelant à des rassemblements de protestation devant les préfectures de France. Le mercredi 27 juin, ont eu lieu 56 rassemblements de citoyen.es choqué.es par les méthodes employées pour réprimer les opposant.es.

Nos ami.es de Cacendr ont lancé un appel à solidarité financière. Il leur faut racheter le matériel saisi pour pouvoir continuer à lutter contre les monstres de Cigéo. Il leur faudra également payer les honoraires et les déplacements des avocat.es dévoué.es.

#### Notes :

1 : Tribune publiée dans Bastamag, Lundimati, Médiapart, Politis et Reporterre.

C'est d'ailleurs l'arrestation de l'avocat des militant.es, Maître Etienne Ambroselli, qui a déclenché l'ire du Syndicat des avocats de France et de l'Ordre national des barreaux. 50 avocats ont publié une tribune de soutien rappelant qu'"un tel procédé porte non seulement atteinte au droit à une défense effective mais constitue également une gravissime remise en cause du plein exercice de la profession d'avocat". Ils y dénoncent "avec force ces méthodes disproportionnées et choquantes qui foulent aux pieds les libertés fondamentales les plus essentielles".

Un collectif d'universitaires et d'artistes, dans les colonnes de Libération, nous rappelle qu'aujourd'hui toute personne solidaire est susceptible de subir la même répression que les militant.es, ce que l'on appelle le "délit de solidarité", deux notions pourtant incompatibles. Il rappelle également que "l'atteinte aux droits de la défense est



historiquement très rare et (qu'elle) ne s'observe généralement que dans des contextes de crises extrêmement grave, en particulier de guerre". CQFD

Par ailleurs, 150 intellectuel.les, auteur.es, chercheur.es, artistes, éditeur.trices, journalistes, avocat.es, scientifiques, élu.es, ami.es, ont publié une tribune<sup>1</sup>, clamant que "si les chouettes et les hiboux de Bure devaient constituer une association de malfaiteurs, (ils) en fer(aient) partie", exigeant l'abandon des poursuites contre les opposant.es et la fin des opérations d'intimidation, et rappelant que "la tentative d'isoler et transformer cette lutte collective en "association de malfaiteurs" dit bien la volonté de l'État de réduire au silence la résistance contre un projet industriel qu'il cherche à imposer par tous les moyens possibles."

Pourtant, loin de nous réduire au silence, cette opération a montré, par l'ensemble des soutiens reçus, toute l'ampleur que peut prendre ce mouvement.

Anne-Lise Devaux



# Ça bouge dans le Réseau !

## Quelques moments forts sur le terrain

Encore un trimestre bien rempli s'agissant des mobilisations antinucléaires. La compilation présentée ici ne prétend pas être exhaustive mais dresse un aperçu. Pour alimenter cette rubrique, merci d'envoyer photos et comptes-rendus d'actions à cette adresse : [julien.baldassarra@sortirdunucleaire.fr](mailto:julien.baldassarra@sortirdunucleaire.fr)

### Quand le 16 juin fait sa publicité devant l'agence de com' de l'Andra

Que pouvait-on faire pour promouvoir notre journée du 16 juin ? Après tout, l'Andra communique sur sa poubelle nucléaire, alors pourquoi pas nous ? C'est ce qu'ont fait des opposants le 18 mai dernier. Devant l'agence de communication Uzbek & Rica, chargée de promouvoir l'Andra et son projet Cigéo, des militants ont construit une cabane dans un arbre. Puis ils ont déplié une imposante banderole, juste là, dans un quartier du 10<sup>ème</sup> arrondissement parisien, sous le nez de ces nouveaux "journalistes-communicants" agglutinés aux fenêtres de l'immeuble haussmannien. Après tout, pourquoi la publicité à domicile serait uniquement réservée à l'Andra ?



### À Paris aussi, les Boliviens se mobilisent contre le nucléaire

Le 19 mai, un petit groupe de boliviens ont posé leurs banderoles place de la République, à Paris. Bien équipé, le petit groupe est parvenu à attirer l'œil sur un sujet méconnu en France : le nucléaire en Bolivie. En 2016, l'ancien président Evo Morales avait signé une série de contrats avec le consortium russe Rosatom pour la construction d'un Centre de recherches nucléaires et des technologies atomiques en Bolivie. Ce centre serait équipé d'un réacteur nucléaire, une première dans le pays. En 2018, le nouveau président pour-

suit le projet et désire faire aboutir ce projet à El Alto, près de La Paz. Pour ces militants, c'est hors de question que leur pays fasse l'erreur de s'engager dans la voie nucléaire, et ils le font savoir.



### La parole antinucléaire bien visible lors de la Marche des Cobayes

Organisée par Michèle Rivasi, la Marche des Cobayes a parcouru la France du 1<sup>er</sup> mai au 30 juin dernier. Avec plusieurs étapes, le parcours a voulu dénoncer toutes les pollutions industrielles. Ce grand rassemblement mobile se voulait festif et informatif. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a tenu à porter la parole antinucléaire et certains groupes ont saisi l'occasion pour parler des thèmes qui leur sont chers. L'escale à Belleville-sur-Loire a ainsi permis de mettre un coup de projecteur sur la centrale et les risques qu'elle engendre ; grâce à un investissement considérable du groupe SDN Berry-Giennois-Puisaye. Pour l'arrivée de la marche, le Réseau "Sortir du nucléaire" a tenu une table-info sur le village associatif, place Stalingrad, avec des bénévoles de Sortir du nucléaire Paris.

### Bure : après la vague de perquisitions, la déferlante de soutiens

Le 27 juin, des rassemblements de soutien aux opposants à Cigéo étaient organisés dans 57 villes de France. Une semaine après la vague d'interpellations et de



perquisitions, la colère a laissé place à la réflexion mais l'indignation est toujours intacte tandis que les interrogations demeurent : comment justifier un tel coup de force de la part de la police et de la justice ? Quelles étaient les motivations réelles ?

### 26 avril : Stop Bugey, un rassemblement fort

Le 26 avril, une centaine de personnes se sont rassemblées à l'appel de la Coordination régionale Stop Bugey, regroupant l'Association Chalonnaise pour la transition écologique, ATTAC Mâcon, Arrêt du Nucléaire Savoie, Rhône-Alpes sans nucléaire, Sortir du Nucléaire Bugey, Sortir du Nucléaire Isère. Pour commémorer l'accident de Tchernobyl et demander l'arrêt de la centrale du Bugey, dans l'Ain, les militants ont réalisé une scénographie symboliquement forte : une minute de silence a été observée devant la statue de "L'Enfant de Tchernobyl" puis des prises de parole ont été effectuées. Le maire de Grenoble ainsi que quelques élus de la ville étaient présents.



# Découvrez l'équipe du Réseau "Sortir du nucléaire"

L'équipe de 18 bénévoles membres du Conseil d'administration (neuf titulaires et neuf suppléants) élu.es lors de l'Assemblée générale des 11, 12 et 13 mai 2018 à Lyon (par ordre alphabétique des titulaires)

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
<b>Brigitte Alban</b> Rhône-Alpes sans nucléaire Région Auvergne-Rhône-Alpes	<b>Éric Cazin</b> Revue S!lence Région Auvergne-Rhône-Alpes
<b>Guillaume Blavette</b> STOP-EPR ni à Penly ni Ailleurs Région Normandie	<b>Alain Correa</b> STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs Région Normandie
<b>Jean-Claude Bragoulet</b> Sortir du nucléaire Touraine Région Centre	<b>Pierre Combaz</b> Sortir du Nucléaire Touraine Région Centre
<b>Catherine Fumé</b> SDN Berry-Giennois-Puisaye Région Centre Val de de Loire	<b>Corinne François</b> Bure Stop 55 Région Lorraine
<b>Philippe Guiter</b> Sud Rail Région Ile-de-France	<b>Bernard Cottier</b> Sortir du nucléaire 49 Région Pays de la Loire
<b>Angélique Huguin</b> CACENDR Région Lorraine	<b>Francine Vagneur</b> CACENDR Région Lorraine
<b>Philippe Lambersens</b> Sortir du nucléaire 38 Région Auvergne-Rhône-Alpes	<b>Serge Perrin</b> Mouvement pour une Alternative non-violente (MAN) / Région Auvergne-Rhône-Alpes
<b>Jean-Marie Matagne</b> Action des citoyens pour le désarmement nucléaire Région Nouvelle Aquitaine	<b>Daniel Robert</b> Action des citoyens pour le désarmement nucléaire Région Nouvelle Aquitaine
<b>Jacques Terracher</b> Association pour la cohérence environnementale en Vienne / Région Nouvelle Aquitaine	<b>Benoît de Cornulier</b> Sortir du nucléaire 79 Région Nouvelle Aquitaine

## Et l'équipe de 13 salarié.es (par ordre alphabétique)

**Julien Baldassarra** - Chargé de la dynamique associative et des mobilisations

**Laure Barthélemy** - Chargée de mission SCIN

**Nadia Boukacem** - Secrétaire et chargée de l'accueil téléphonique

**René Bonnardel** - Responsable boutique et diffusion du matériel

**Anne-Lise Devaux** - Chargée de communication auprès du grand public et pour la levée de fonds

**Marie Frachisse** - Coordinatrice des questions juridiques

**Laura Hameaux** - Coordinatrice du pôle "Com-campagnes-mobilisation-juridique "

- Chargée des campagnes locales et nationales

**Sabine Li** - Responsable web et multimédia

**Charlotte Mijeon** - Chargée de communication médias et des relations extérieures

**Annie Orensa** - Comptable

**Wladimir Quénu** - Maquettiste infographiste

**Benoît Skubich** - Webmestre éditorial

**Marie Volta** - Chargée de mission en communication

# EDF et la piscine mystérieuse

En février dernier, la presse nationale reprend l'information publiée par Reporterre : EDF pense créer une piscine de combustibles irradiés à Belleville-sur-Loire. Branle-bas de combat : des journalistes viennent sur place. Des élus s'émeuvent de la nouvelle, disent ne pas être au courant. La Commission locale d'information (CLI) se déclare dépitée de ne pas avoir été informée. Le président du Conseil régional affirme son désaccord. Deux collectifs de riverains hostiles au projet se créent. Deux pétitions voient le jour.

## Les informations officielles

Le 28 mars, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) organise une réunion d' "ouverture à la société civile" sur le sujet. EDF présente son projet et l'IRSN sa démarche d'expertise ainsi que le processus menant (ou pas !) à un avis favorable de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) puis à une Demande d'Autorisation de Construction (DAC) de la part d'EDF. L'heureux site élu ne sera connu qu'au moment du dépôt de la DAC (avant fin 2020).

L'association SDN Berry-Giennois-Puisaye y apprend qu'étant donné la perspective de saturation des capacités d'entreposage de combustibles usés (UOX, URE, MOX) entre 2025 et 2035, EDF a remis au ministre chargé de l'énergie avant le 31 mars 2017 sa stratégie de gestion des capacités d'entreposage de combustibles usés issus des réacteurs à eau sous pression.

EDF a également transmis avant le 30 juin 2017 à l'ASN les options techniques et de sûreté relatives à la création de nouvelles capacités d'entreposage.<sup>2</sup>

L'expertise de l'IRSN, lancée en janvier, s'achèvera en décembre 2018 pour nourrir l'avis du Groupe permanent d'experts et de l'ASN.

Ce projet existe bien et l'examen du Dossier d'options de sûreté (DOS) est en cours.

La "société civile" souligne, lors de la réunion, qu'on lui demande son avis sur un DOS dont elle n'a pas connaissance. EDF invoque des instructions "en haut lieu". Le dossier contiendrait des éléments capitaux concernant la sécurité. **Ah bon ? Alors, c'est dangereux ?**

On retiendra du projet — présenté oralement — qu'il abriterait deux bassins, d'une capacité de 5 000 tonnes de métal lourd chacun, accueillant essentiellement du combustible MOX usé, pour une durée de 100 ans. Après quoi EDF et l'IRSN nous "garantisent" un démantèlement.

## Beaucoup de questions en suspens

Parmi la bonne centaine de questions posées lors de cette réunion : Y a-t-il eu réflexion préalable et plusieurs options envisagées avant de se lancer dans un tel projet ? Pourquoi le choix d'une piscine "centralisée", avec le risque lié à la concentration massive de radioactivité, a-t-il été fait ? Qu'en est-il



DR

du transport de ces matières radioactives ? Les risques sismiques, inondations, agressions externes, sont-ils suffisamment pris en compte ? Quels pourraient être les dommages pour les populations environnantes ? Quel est le coût d'un tel projet ? Dans 100 ans, après le démantèlement, que deviendront les combustibles ? À part l'accueil et la préparation des colis, tout sera fait de manière automatisée, hors présence humaine. Quelles garanties d'aucune interruption de l'automatisation sur 100 ans ?

**Soyons rassurés, nous aurons des réponses en temps utile !**

## Et localement ?

EDF n'a ni confirmé ni infirmé l'implantation à Belleville-sur-Loire. Aussi, avons-nous décidé — en l'absence d'initiative officielle envers la population locale — d'informer le public en organisant une conférence ayant rassemblé 300 personnes, des tracts et une mobilisation "Tchernoville-sur-Loire", avec les comités Bure du Centre, rassemblant plus d'une centaine de personnes du 24 au 27 mai.

Nous poursuivons la sensibilisation et la veille... en lien avec les collectifs d'habitants. Quand tombera l'avis de l'ASN, il nous faudra être prêts, ici ou ailleurs.

**Catherine Fumé  
pour SDN Berry-Giennois-Puisaye**

Manifestation à l'occasion des événements organisés autour du 1er mai à Belleville-sur-Loire.

## Notes :

1 : À ce jour l'information n'a été ni confirmée, ni infirmée par EDF.

2 : Art.10 de l'arrêté du 23/02/2017 qui définit les prescriptions du PNGMDR : Plan National de Gestion des Matières et Déchets Radioactifs.

# Débat électrique sur la politique énergétique

Un nouvel épisode du feuilleton de la transition énergétique se joue en 2018 avec la publication, d'ici à la fin de l'année, d'une nouvelle "programmation pluriannuelle de l'énergie", suite au débat public qui s'est tenu de mars à juin 2018. Y verra-t-on des fermetures de réacteurs ? Seule certitude : ce texte sera le reflet des rapports de force entre EDF et le gouvernement.

## La "Programmation pluriannuelle de l'énergie" (PPE), c'est quoi ?

Depuis la loi de transition énergétique de 2015, le ministère en charge de l'énergie doit élaborer et réviser régulièrement une "Programmation pluriannuelle de l'énergie" (PPE). Publiée fin 2016, la première PPE couvrait les périodes 2016-2018 et 2019-2023. Si les évolutions prévues pour les énergies fossiles et renouvelables étaient détaillées, le volet nucléaire restait dans un flou reflétant l'inaction du gouvernement. Seule la fermeture de Fessenheim était mentionnée, la réduction de la part du nucléaire étant tributaire d'éventuelles décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN)... ou d'arrêts temporaires de réacteurs pour travaux !

Nicolas Hulot, qui doit maintenant réviser et préciser la période 2019-2023 et anticiper la période 2024-2028, ne peut plus éluder la réduction de la part du nucléaire à 50% d'ici 2025. Bien qu'inscrite dans la loi, celle-ci fait l'objet de controverses très orchestrées qu'il devra trancher.

Dans la perspective de la rédaction de la nouvelle PPE, le ministère a décidé l'organisation d'un débat public. Du 19 mars au 30 juin 2018, une Commission Particulière du Débat Public (CPDP) a été chargée de recueillir les avis du public sur la politique énergétique. Un site permettait de poser des questions, déposer des avis et consulter des documents. Il répertoriait aussi les événements organisés autour du débat. En parallèle, un questionnaire était proposé, auquel devait répondre un panel de 400 citoyens tirés au sort.

Alors, grand moment de démocratie ou opération de communication orientée pour faire avaliser des orientations déjà actées ?

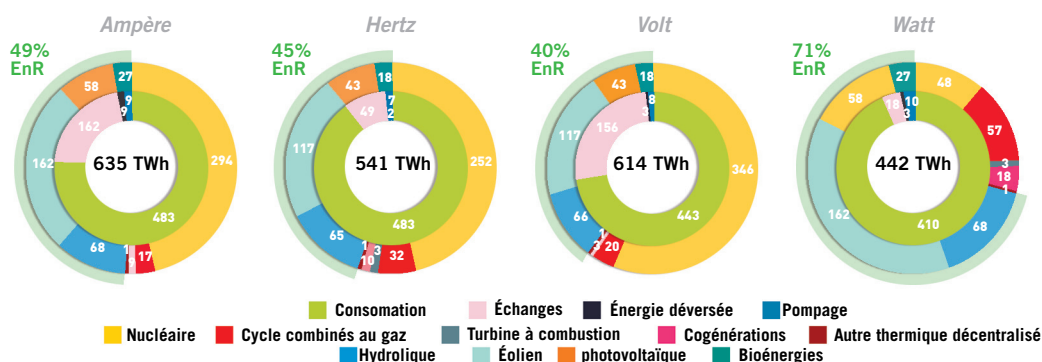
## Des scénarios très orientés

Le dossier versé au débat par les services du ministère ne fleurait pas l'objectivité : véhiculant de nombreuses idées reçues, il occultait les enjeux les plus importants. Le risque et le coût du nucléaire y étaient à peine effleurés. La question des économies d'énergie était absente du questionnaire destiné au public. Surtout, le ministère avait choisi de ne verser au débat que des scénarios qui n'atteignaient pas 50% de nucléaire à l'échéance 2025 !

Ceux-ci provenaient d'un exercice de prospective réalisé par Réseau de Transport d'Électricité (RTE) qui, en novembre 2017, avait rendu public cinq scénarios de transition énergétique à l'horizon 2035. Le plus ambitieux du lot, le scénario Watt, postulant l'arrêt des réacteurs à 40 ans, permettait d'en arrêter 52 d'ici 2035. À l'opposé, les scénarios Volt et Ampère n'envisageaient respectivement, à cette échéance, que 9 et 16 réacteurs arrêtés (hors Fessenheim). L'un atteignait les 50% de nucléaire en 2030, l'autre en 2035. De manière hâtive, Nicolas Hulot avait alors décidé de ne retenir que ces deux derniers scénarios, prétextant que les autres entraînaient des émissions de gaz à effet de serre trop importantes. L'échéance de 2025 était donc officiellement présentée comme irréaliste.

En réalité, comme le soulignent plusieurs analyses comme celle de Négawatt, ces cinq scénarios

Figure 11.36 Répartition des filières de production dans les scénarios Ampère, Hertz, Volt et Watt à l'horizon 2035



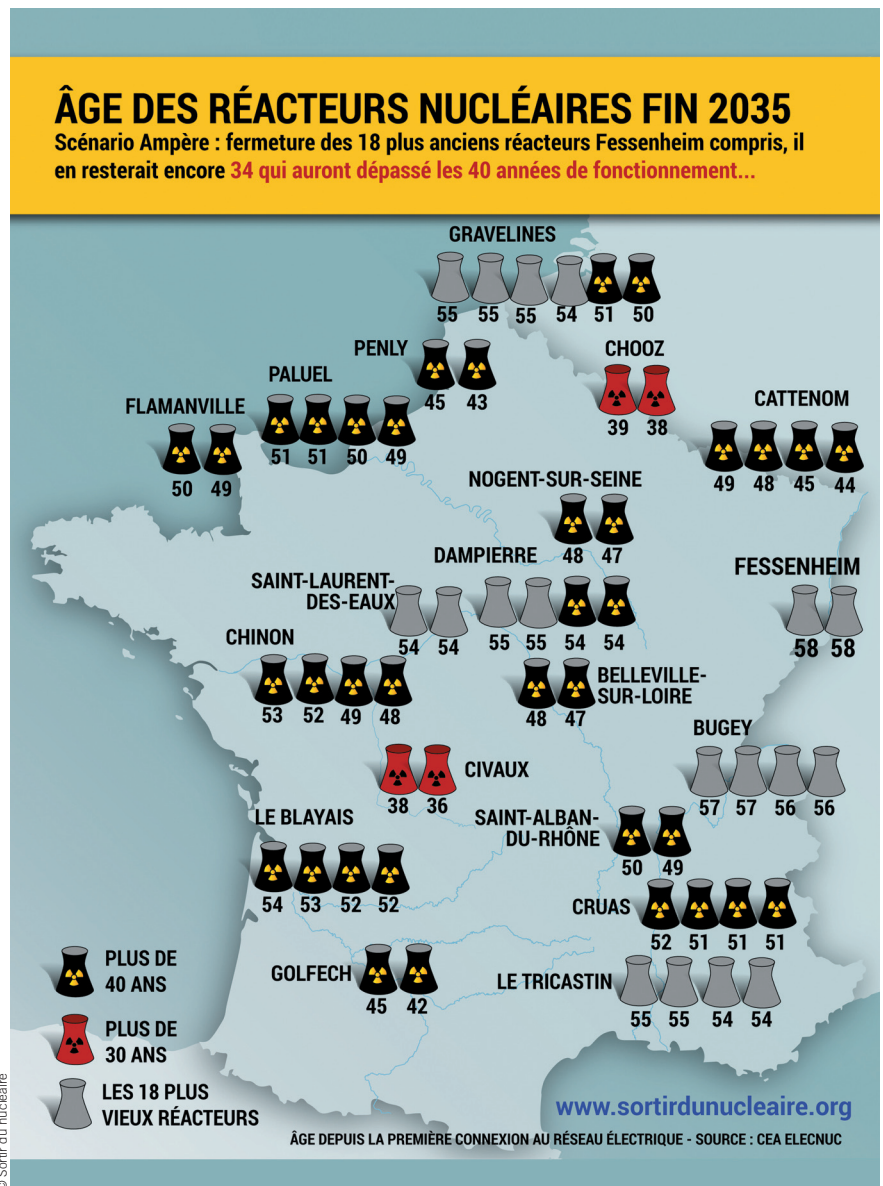
reposaient sur des hypothèses contestables. Outre un potentiel d'économies d'électricité minimisé, ils postulent des exportations d'électricité démesurées et irréalistes. Dans les faits, une fois ces paramètres modifiés, la réduction de la part du nucléaire à 50% d'ici 2025 reste atteignable et climato-compatible. Pour le gouvernement – qui multiplie par ailleurs les feux verts aux projets climaticides –, brandir l'argument du climat était surtout une manière commode d'écarter les scénarios exigeant des fermetures rapides.

Par ailleurs, les scénarios plébiscités par Nicolas Hulot laisseraient fonctionner 19 à 26 réacteurs de 50 ans ou plus à échéance 2035. Outre une augmentation considérable des risques (certains composants non remplaçables n'étaient pas conçus pour durer plus d'une quarantaine d'années), sont-ils simplement concrétisables sur le plan technique et économique, au vu du coût des travaux nécessaires et de l'état désastreux des finances d'EDF ?

### Quel sort pour les conclusions du débat ?

Comme pour tout débat public, se pose la question du traitement des différentes contributions dans les conclusions. Quelle synthèse pour les 474 avis exprimés (dont un déferlement de commentaires pronucléaires), les 111 cahiers d'acteur émanant tant de Greenpeace que d'EDF ? Quel rôle pour les 11 000 réponses apportées au questionnaire, notamment celles fournies par les 400 personnes tirées au sort ? Ces dernières se sont majoritairement montrées opposées à la construction de nouveaux EPR et à la prolongation de réacteurs au-delà de 50 ans. Malgré un dossier biaisé, 44% des membres du panel ont témoigné de leur attachement à l'échéance de 2025. "Ceux qui connaissaient la PPE ont proposé de reporter cet objectif de dix ans, et ceux qui ne la connaissaient pas ont estimé qu'il fallait soit maintenir cet objectif pour 2025, soit ne le différer qu'en 2030", constate une membre de la CPDP. Une manière de disqualifier l'avis de "simples citoyens" ?

Surtout, dans quelle mesure les conclusions du débat, publiées en septembre, seront-elles prises en compte dans l'élaboration de la PPE ? En février 2018, le cabinet de Nicolas Hulot avait insinué que ce processus n'était pas tant destiné à effectuer des arbitrages qu'à faire de la "pédagogie" sur les questions énergétiques ; le texte de la PPE progresserait en parallèle... "Ce n'est pas faire preuve de mauvais esprit que de s'inquiéter d'un calendrier qui verra la publication de la première version de la PPE alors que les conclusions du débat n'auront pas été intégralement rendues", confirme le président de la CPDP. Au bouclage de cette revue, nous ignorons ce qu'il en sera. On apprend sur le site de la CPDP qu'une "version 1" de la PPE doit être publiée "au cours de l'été (l'été va jusqu'au 21 septembre !)". Elle sera à nouveau soumise à consultation du public à l'automne. À partir de ces avis, le ministre rédigera la version définitive de la PPE qui sera adoptée par décret d'ici au 31 décembre 2018.



### Des fermetures connues d'ici la fin de l'année... ou pas

"Je souhaite qu'à la fin de l'année on ait un calendrier précis avec une date précise, un échéancier [et] qu'on sache quels réacteurs et le nombre de réacteurs", a déclaré Nicolas Hulot à l'issue du débat. Cette déclaration se concrétisera-t-elle ? En effet, le ministre a annoncé avoir demandé à l'ASN quels réacteurs fermer. Or, interrogée par nos soins, celle-ci répond que la politique énergétique n'étant pas de son ressort, elle pourrait seulement se prononcer sur un calendrier fourni par EDF. EDF qui, dans son cahier d'acteur, envisage de ne fermer aucun réacteur (hormis Fessenheim) avant 2029 et souhaite "un engagement rapide [conduisant] à une première mise en service d'une centrale en 2030 ou peu après" !

Au final, la PPE sera-t-elle rédigée par EDF ? Tout dépendra du rapport de force que l'État (actionnaire à 83%) osera engager avec elle...

Charlotte Mijeon

# En Argentine, peu de réacteurs ... et beaucoup d'interrogations

C'est en Argentine qu'a été construite la première centrale électronucléaire d'Amérique latine, près de la rivière Paraná, à 115 km au nord-est de Buenos Aires. Le réacteur Atucha I utilise de l'uranium faiblement enrichi et un modérateur à eau lourde. À partir du 24 juin 1974, il a fonctionné pour injecter de l'énergie électrique sur le réseau argentin (puissance électrique nominale : 357 MWe).

En Argentine, c'est la CNEA<sup>1</sup>, organisme d'État créé en 1950, qui est chargé de la recherche et du développement de l'énergie nucléaire, comme le CEA<sup>2</sup> en France.

## Trois réacteurs électrogènes

Après les études d'Atucha I commencées en 1964, la CNEA débuta en 1967 le projet d'Embalse, dans la région de Córdoba, au nord du pays. La technologie retenue fut de type Candu (transfert de savoir canadien), avec l'uranium naturel en combustible et l'eau lourde en vecteur/modérateur. De puissance électrique 648 MWe, cette centrale débita sur le réseau argentin à partir de 1984. Outre cette production électrique, ses responsables signalent que la centrale constitue une source importante de Cobalt 60 pour usages médicaux et industriels. Elle est actuellement en travaux de "rénovation", officiellement pour augmenter sa puissance de 6% et sa durée de vie de 25 ans !

Le troisième réacteur argentin connecté au réseau électrique est Atucha II. Ce réacteur a connu une construction chaotique : commencés en 1981, les travaux ont avancé lentement, jusqu'à s'interrompre en 1994 par manque de financement. Ce n'est qu'en 2006, à l'aune d'un nouveau plan de développement de l'énergie nucléaire, mis en place par les États-Unis, que l'Argentine réactiva le chantier. Ce réacteur de 745 MWe injecta ses premiers kWh dans le réseau électrique national le 27 juin 2014. Actuellement, ces centrales nucléaires fournissent environ 6% de l'énergie électrique du pays.

### Notes :

- 1 : CNEA : Commission Nationale d'Énergie Atomique.
- 2 : CEA : Commissariat à l'Énergie atomique et aux Énergies alternatives.
- 3 : INVAP : Institut de Recherches Appliquées.



## Des projets qui semblent compromis

En 2017, sous la pression du lobby nucléaire argentin, le président Macri et son gouvernement néolibéral ont relancé deux nouveaux projets de réacteurs électronucléaires, s'appuyant sur un accord-cadre avec les nucléocrates et financiers chinois. Le budget de départ s'élevait à 14 milliards de dollars, financés à 85% par un crédit de la banque chinoise ICBC, avec une période de grâce de 8 ans !

Ainsi, il était prévu de commencer la construction du quatrième réacteur de puissance (Atucha III) à partir de 2018, avec la technologie Candu, pour une puissance électrique nominale de 700 MWe. Le cinquième réacteur serait construit à partir de 2020, avec la technologie chinoise HPR1000, type PWR à uranium enrichi et eau légère sous pression et températures élevées. La puissance électrique nominale visée étant de 1150 MWe.

Mais, compte tenu de la dégradation actuelle de l'économie du pays, le gouvernement argentin vient de suspendre la construction des deux réacteurs en projet, au grand dam du lobby pronucléaire et des entreprises du secteur.

## Un secteur industriel ambitieux

Une des principales entités du nucléaire argentin est l'INVAP<sup>3</sup>. Après avoir participé à la construction des centrales argentines, cette entreprise a conçu de petits réacteurs nucléaires (CAREM) et entreprend de les vendre à l'exportation. Ainsi, INVAP collabore avec la Bolivie et l'Algérie, et ambitionne d'en fournir à la Hollande, au Brésil, à l'Afrique du Sud, voire même aux États-Unis ! Existe aussi Dioxitek S.A., entreprise qui élabore le dioxyde d'uranium et





la CONUAR <sup>4</sup>, entreprise qui fabrique les éléments à base d'uranium pour les centrales argentines. Bien sûr, une multitude de petites entreprises travaillent aussi pour le secteur.

À l'image d'EDF, l'entreprise NA-SA <sup>5</sup> gère les centrales nucléaires. Sur son site internet, elle proclame "générer de l'énergie électrique de manière sûre, propre, efficace et compétitive, développant la culture de la sécurité et de la transparence comme valeurs centrales".

### Une autorité de contrôle

L'ARN <sup>6</sup> joue en Argentine le rôle de l'ASN et de l'IRSN en France, avec pour objectifs la protection des personnes, de l'environnement et des générations futures contre les rayonnements ionisants. Son directoire étant constitué de trois fonctionnaires désignés par le pouvoir exécutif. L'ARN dicte les normes, autorise ou suspend des fonctionnements, réalise des inspections, effectue des mesures et des contrôles, applique d'éventuelles sanctions, évalue des impacts environnementaux. L'ARN édite un rapport annuel, le plus souvent peu critique de la filière nucléaire.

### Mais de très nombreux points d'interrogation

Comme en France, les informations sur les incidents ou accidents ne sont pas facilement accessibles. Un des plus graves accidents eut lieu en 1983, dans un réacteur de recherche (RA2) ; dix-huit personnes ont été gravement irradiées, dont l'une est décédée dans les jours qui ont suivi. De nombreuses fois, des fuites d'eau lourde et de tritium ont eu lieu au niveau de la centrale d'Embalse.

Mais plusieurs mouvements protestent contre les risques liés au nucléaire.

La Fondation de défense de l'environnement FUNAM, présidée par le biologiste universitaire Raúl Montenegro, a signalé les fuites radioactives et dénoncé le manque de préparation face au risque

de grave accident nucléaire à Embalse, centrale située sur une faille géologique, et très vulnérable à une chute d'avion.

Déjà en l'an 2000, la FUNAM et des dizaines d'associations ont dénoncé un scandaleux contrat signé le 13 juillet de cette année-là entre l'INVAP et ANSTO <sup>7</sup> (Australian Nuclear Safety Organisation) pour la vente d'un réacteur de recherche argentin en échange de conditionnement de déchets radioactifs australiens en Argentine !

En 2004, pour son travail de lanceur d'alerte, Raúl Montenegro a reçu le prix Nobel Alternatif. Et en 2006, il a qualifié le Plan nucléaire de "pharaonique, improvisé et dangereux", oubliant les lois et engageant d'énormes conséquences négatives pour les générations à venir.

En 2013 et 2014, Córdoba No Nuclear, un collectif d'associations de Córdoba (dont Greenpeace, Eco-Sitio, FUNDEPS, Les Verts, TierraVida, et d'autres), s'est organisé pour dénoncer la poursuite de l'exploitation de la centrale d'Embalse. En outre, le collectif a demandé et obtenu, avec 19 ans de retard et surtout après 26 ans de lutte, l'arrêt des activités de Dioxitek à Córdoba. Le collectif milite désormais pour l'abandon total du nucléaire dans la province de Córdoba.

Avec leur faible densité démographique, les provinces de Patagonie sont particulièrement visées par l'industrie nucléaire. Voilà 30 ans, un projet de stockage de déchets radioactifs a été contré par le MACH <sup>8</sup>. Cette même association s'est ensuite battue contre des projets de mines, et, plus récemment, contre le projet de centrale nucléaire chinoise.

Au niveau national, bien sûr, beaucoup d'associations argentines plaident pour un abandon des accords nucléaires et des investissements dans des filières sales et dangereuses, et pour l'usage d'alternatives propres, économiques et sûres.

### Notes :

**4** : CONUAR : Combustibles Nucléaires Argentins.

**5** : NA-SA : Nucléo-électrique Argentine Société Anonyme.

**6** : ARN : Autorité de Régulation Nucléaire.

**7** : ANSTO : Australian Nuclear Safety Organisation.

**8** : MACH : Mouvement Antinucléaire du Chubut.



Bernard Cottier

# La baie de Cardiff, poubelle nucléaire ?

**Non, on ne rêve pas ! C'est bien l'autorisation ratifiée en 2013 par l'administration du Pays de Galles. Au large de sa dynamique capitale, sur le site de Cardiff Grounds recueillant auparavant les déchets des quais de Cardiff et de Newport, EDF Energy prévoit de déverser trois cent mille tonnes de déchets radioactifs.**

## Notes :

I : Filiale à 100% d'EDF, siège social à Barnwood.

Qu'on se rassure ! Ils ne sont pas nocifs. C'est du moins ce qu'affirme l'entreprise traitante. "Notre enquête auprès des parties prenantes a duré plus d'un an, affirme l'un de ses porte-parole. Elle a conclu que les activités ne présentent aucune menace pour la santé humaine ni pour l'environnement." Et, en effet, l'Agence publique pour la Protection des Ressources naturelles galloises a donné son accord pour le déplacement de ces produits qualifiés d'inoffensifs.

Ce ne sont que quelques boues accumulées dans la baie de Bridgwater, émanant de centrales nucléaires vieillissantes dont l'une, Hinkley Point A, fut arrêtée en 2000. Ces déchets sont présents sur le site depuis cinquante ans et contrarient son extension, baptisée Hinkley Point C, qui prévoit l'ajout de deux réacteurs de type EPR. Dès l'annonce du projet, en 2012, des accords sont passés entre EDF, Areva et Rolls-Royce, et, en 2013, le début des travaux d'abord fixé à 2021 est déplacé sur 2022. Au fil des ans, deux partenaires chinois viennent s'ajouter, et le budget augmente, passant d'un peu plus d'un milliard de livres sterling à quatorze, puis presque vingt !

Indépendamment de ces questions financières, certains experts indépendants se sont penchés sur la question environnementale. Notamment Tim Deere-Jones, consultant en pollution marine spécialisé dans la radioactivité. "Les dépôts qui auraient pu rester relativement stables sur le site de Hinkley, fait-il remarquer, sont susceptibles, une fois transportés dans la baie, d'exposer les populations côtières à une contamination radioactive." En effet, si l'on en croit ses déclarations à BBC Wales,



© Martin Flickr

les tests évaluant la dangerosité des déchets n'ont pas été réalisés dans les conditions adéquates. Les prélèvements se sont limités à des échantillons de surface, ce qui est trompeur quant au niveau de radioactivité. Celle-ci pourrait se révéler jusqu'à cinq fois supérieure aux mesures relevées. Les prélèvements se sont limités à des échantillons de surface, et la radioactivité peut se révéler jusqu'à cinq fois supérieure. Autre anomalie sur cinquante types d'atomes radioactifs nocifs, trois seulement ont fait l'objet de recherches.

Inévitablement, les déchets, radioactifs comme non-radioactifs, seront polluants. Ils auront tout loisir de s'infiltrer dans le sol et de pénétrer les eaux fluviales ou souterraines. De ce fait, Neil McEvoy, membre de l'Assemblée nationale du pays de Galles, se prononce en faveur d'une révocation de la licence jusqu'à réalisation d'une évaluation complète de l'impact sur l'environnement.

Suspension qui s'impose d'autant plus que cette autorisation a été octroyée à une époque où la responsabilité de la réglementation environnementale était transférée, de l'ancienne agence de l'environnement du pays de Galles, à son successeur Natural Resources Wales (NRW). La demande d'EDF Energy a donc été traitée par des fonctionnaires du gouvernement gallois, et BBC Wales, qui dénonce les faits, soupçonne que ces derniers conservent aujourd'hui le contrôle des termes de l'autorisation qui a été délivrée... "Aucun danger" ! De son côté, la NRW soutient que la protection des personnes et de l'environnement est une "préoccupation fondamentale". Pour elle, des prélèvements supplémentaires sont nécessaires avant tout déversement des sédiments en question. Affaire à suivre.



DR



© WINICENTRUS

Marie Gagnard Volta



# Ma zone contrôlée, association des travailleurs du nucléaire indignés

Après un trajet en train, nous voici à Pierrelatte (26). Les aéro-réfrigérants d'Eurodif se trouvent à notre gauche et sur les collines au loin nous apercevons des éoliennes. Les panneaux de signalisation donnent le ton : Site nucléaire du Tricastin, Complexe sportif E.D.F - G.D.F, Bouygues Energies & Services, CEA – Technetics Laboratoire d'étanchéité, Protéa (filiale d'Alstom), etc. Bienvenue en territoire nucléaire !

Gilles Reynaud, président de l'association Ma zone contrôlée, est un grand gaillard, casquette de marin sur la tête. On s'installe sur la terrasse d'un bar routier de la Nationale 7 entre Pierrelatte et Donzère. Au son des poids-lourds et de la circulation, nous parlons des conditions de travail des sous-traitants. C'est le cheval de bataille de Ma zone contrôlée !

**Réseau Sortir du nucléaire :** Depuis quand la sous-traitance est-elle en place dans l'industrie nucléaire ? Comment est-ce que cela est organisé ?

**Gilles Reynaud :** Ça a commencé dans les années 90. EDF faisait des appels d'offres pour de la "servitude nucléaire"<sup>1</sup>, en fait de la logistique, de l'assainissement. Des travaux ingrats mais essentiels pour la continuité du travail. Aujourd'hui la sous-traitance gère 80% de l'activité nucléaire.

Les salariés y sont multi-exposés : aux produits cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR), à d'autres produits chimiques, à l'amiante et bien sûr à la radioactivité. Nous sommes totalement oubliés. Dans la loi travail, l'exposition aux postures pénibles, aux vibrations mécaniques, aux risques chimiques ainsi que le port de charges lourdes ont été retirés des critères de pénibilité. Pourtant, c'est notre quotidien !

Les économies se font partout. Chez les donneurs d'ordre<sup>2</sup>, pour son habilitation un nouvel employé bénéficie de six mois à un an de formation avec du compagnonnage. Chez les sous-traitants, deux semaines semblent suffire pour former les nouvelles recrues. Pourtant, il y a une vraie expertise à transmettre et nous ne le faisons pas.

**RSDN :** Cela a-t-il des conséquences sur la sûreté et sur les conditions de travail ?

**Gilles :** Les sociétés de sous-traitance sont en concurrence parce qu'il n'y a pas de convention collective spécifique pour les travailleurs du nucléaire<sup>3</sup>. On connaît tous et toutes la situation économique des donneurs d'ordres, alors c'est toujours (80% des cas) le moins-disant social qui remporte les marchés. EDF met des pénalités financières aux entreprises dont les travailleurs se trouvent contaminés aux portiques de sécurité de sortie de zone. Et nos patrons nous sanctionnent en retour : licenciement, interdiction de site, etc. Mais les portiques, ils servent à éviter que la radioactivité ne sorte du site, pas à contrôler les travailleurs !

Sur le papier, la sûreté est réglée. Dans la réalité, si tu as une intervention qui doit être réalisée par



quatre travailleurs expérimentés, bien souvent tu te retrouves avec un seul travailleur qui est du métier. Quand on doit dire aux trois autres qu'il faut serrer à tant de kilo newtons, il faut quand même savoir de quoi on parle et comment le faire. Ça s'apprend, on ne peut pas improviser.

Il faudrait que l'on arrive à instaurer un statut plancher avec des taux horaires acceptables, des formations, une reconnaissance des diplômes... À diplôme équivalent, un agent statutaire gagne environ deux fois plus qu'un travailleur sous-traitant. C'est d'une injustice flagrante. C'est un apartheid social organisé et dévastateur humainement.

**RSDN :** Bon on voit bien les enjeux mais est-ce que tu constates une dégradation ?

**Gilles :** On s'apprête à prolonger la durée de vie des centrales à 60 ans. Le grand carénage, nous on l'appelle le *grand carnage social*. On va avoir cinq fois plus d'activité que pour les visites décennales. Qui va faire le boulot ? On manque de robinetiers, de mécaniciens, de soudeurs... Il y a eu beaucoup de départs à la retraite, une volonté de dégraisser. Ces personnes avaient des connaissances et des compétences...

Les installations sont vieillissantes, des soudures mal faites, des gros composants installés avec trop de carbone... En fait, c'est une cocotte minute. On a des installations qui ne sont pas ce qu'elles

## Notes :

- 1 :** Terme ancien utilisé pour parler de la sous-traitance. Employé car en lien direct avec l'activité du nucléaire militaire.
- 2 :** On appelle "donneurs d'ordre" les exploitants des sites nucléaires. À savoir EDF, Framatome, Commissariat à l'énergie atomique, Orano, etc.
- 3 :** Diverses conventions collectives sont appliquées sans prise en compte de l'activité spécifique du nucléaire, comme la convention collective Syntec ou Métallurgie de Paris.

devraient être, on y met dedans des femmes et des hommes que l'on prend pour des imbéciles, que l'on méprise, c'est vraiment explosif !

**RSDN** : Peux-tu nous citer un exemple précis de cas qui t'a choqué ?

**Gilles** : Il y a le choix ! Sur Romans<sup>4</sup> dans le cadre d'une activité de contrôle matière, un agent Framatome fait une opération de mise en caisse des pastilles de combustible, en face de lui le copain de Nuvia<sup>5</sup> s'assure que les caisses sont conformes pour assemblage dans les gaines. C'est le même boulot, dans le même environnement. Lors d'une discussion, l'agent de Framatome mentionne qu'il va à la visite médicale tous les 6 mois avec contrôle des selles et de l'urine pour voir s'il a ingéré des particules radioactives. Le copain de Nuvia, il tombe des nues, lui, c'est tous les deux ans !

Une autre anecdote sur le même site. À la fin de sa journée de boulot un copain signale qu'il pense qu'il y a une erreur dans une caisse. Il faut dire qu'au lieu de neuf intervenants initialement, ils étaient passés à six pour faire le même taf'. Il y avait bien une pastille en trop. Le copain a été sanctionné : interdit de site ! Tout cela envoie de très mauvais messages.

Propos recueillis par Anne-Lise Devaux

**Notes :**

**4** : INB 98 fabrication de combustibles pour les réacteurs, et INB 63 fabrication de combustibles pour les réacteurs de recherche. Le site est sous surveillance renforcée de l'ASN car, lors de plusieurs contrôles, l'exploitant (Franco-belge de fabrication du combustible (FBFC)) ne respectait pas les règles d'exploitation.

**5** : Filiale de Soletanche Freyssinet, sous-traitant nucléaire

**6** : Disponible sur le site internet de l'association.

**7** : Ma zone contrôlée a demandé à ce qu'on lui ouvre les portes de près de 15 des 37 CLI en tant que représentante des travailleurs. Dans de nombreux cas, elle s'est entendu répondre que les sous-traitants étaient déjà représentés par leur patrons.

**D'autres situations ubuesques**

Lors du démantèlement par Areva d'un laboratoire du CEA à Saclay. L'équipe a découvert, derrière une cloison, une porte blindée, des déchets non identifiés. Areva a accepté de déboursier 300 000 euros par an pendant trois ans pour le traitement de ces déchets. Est-ce un "service" rendu pour obtenir d'autres contrats par la suite ? La question mérite d'être posée.

Dans le cas de la chute du générateur de vapeur de Paluel en mars 2016, les Instances représentatives du personnel, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), et les syndicats avaient tous pointé des dérives dans les conditions d'interventions des opérateurs. Mais c'était une vitrine pour le grand carénage, il fallait mener l'opération coûte que coûte... Le résultat est sans appel.

Gilles nous a livré beaucoup d'autres anecdotes... sur la santé des travailleurs sous-traitants, sur les méthodes de management dictées par les économies, sur les liens entre les luttes, sur le futur impact du grand carnage, autant de sujets que Ma zone contrôlée s'efforce de rendre visibles.



Les panneaux autour de la gare vous souhaitent la bienvenue en territoire nucléaire !

**Ma Zone Contrôlée c'est quoi ? C'est qui ?**

Ma zone contrôlée est une association née en 2008. À l'origine, Gilles crée un blog pour raconter des incidents sur le site du Tricastin (fuite d'uranium, 98 personnes évacuées du bâtiment réacteur, plusieurs contaminations internes et des assemblages de combustibles suspendus au-dessus de la cuve pendant sept semaines). L'association permet aux travailleurs de parler, en toute transparence, de ce qu'ils vivent, de leur travail, et des moyens qu'on leur donne pour le mener.

L'association organise des événements pour permettre aux travailleurs de redevenir citoyens et de libérer leur parole. Elle a contribué à la publication d'un Livre Blanc de préparation-gestion d'un accident majeur<sup>6</sup>. Ma zone contrôlée est présente dans plusieurs CLI<sup>7</sup> et Gilles Reynaud est élu au conseil d'administration de l'Association nationale des comités et commissions locales d'information (ANCLI) depuis novembre 2017.

L'association n'a que 86 adhérents sur les 160 000 travailleurs sous-traitants. "Les copains ont peur des représailles" nous a dit Gilles. Pour ses engagements, il est dans un placard, marqué au fer rouge et en procès avec son employeur (Orano DS – ex. Areva).

# L'appartement s'agrandit, la facture de **chauffage** rétrécit !

Dans un immeuble du centre-ville de Lyon, l'appartement vieillissant d'Anne, Étienne et leurs trois enfants s'est mué en un duplex contemporain. Par la même occasion, la passoire thermique est devenue logement basse consommation

Lorsqu'ils emménagent dans cet appartement en 2006, Anne Berger et Etienne Vienot en sont locataires. Naît ensuite leur premier enfant, Aimé. Puis Lucie, suivie de Zoé. *"Ça ne tenait plus, on a donc pensé à déménager, se souvient le couple. Mais on aimait bien le quartier et cet appartement avait du potentiel."* Dans le quartier des pentes de la Croix-Rousse, en plein cœur de Lyon, l'immeuble a été construit dans les années 1820-1830, quand l'essor de l'activité textile attirait en nombre les canuts – ouvriers de la soie. *"Ils vivaient et travaillaient dans ces ateliers, ils étaient propriétaires de leur outil de travail, retrace Etienne. Comme ils utilisaient les très hauts métiers à tisser Jacquard, les hauteurs de plafond étaient conséquentes."* Ajoutées aux greniers, tout prêtait à transformer cet appartement en un confortable duplex.

Mais le propriétaire n'était pas vendeur. *"On a mis deux ans à le convaincre de nous le vendre."* Étienne travaille à l'Agence régionale de l'énergie et de l'environnement, donc *"la construction durable était loin d'être un mystère"* et une rénovation écologique paraissait évidente. Du point de vue énergétique, le couple fixe dès le départ à l'architecte Arnaud Efoe un objectif non négociable : atteindre au moins le niveau BBC (bâtiment basse consommation).



## Finis la condensation sur les fenêtres !

*"On voulait aussi gagner en confort, poursuit Etienne. L'appartement était vieillot, on n'en pouvait plus de la pourriture au bas des fenêtres en simple vitrage. Pas d'isolation, pas de ventilation hormis un courant d'air par la porte d'entrée. Tout l'hiver, au lever, il fallait passer la raclette sur les vitres ; on récupérait presque des saladiers entiers d'eau !"*

La disposition ne convenait plus non plus : l'entrée se faisait par un couloir desservant les pièces en enfilade ; la cuisine à une extrémité, le séjour à une autre, séparées par les deux chambres. Et la "minuscule" salle de bains, coincée dans un bout de la cuisine. *"On a vidé l'appartement et tout a été cassé. Il n'y avait plus qu'un rectangle avec les toilettes au fond, raconte Étienne. On a refait toute l'électricité, toute la plomberie..."*

Les gaines techniques et les évacuations d'eau de l'étage sont désormais dissimulées dans un coffrage sous le plancher. Un autre contient l'isolation sous le plancher des combles non chauffés. Suivant ce qu'ils contiennent, ces faux-plafonds sont suspendus à hauteurs variables, créant un jeu de volumes moderne, qui n'a pourtant pas été prémédité. Le plus imposant, au dessus de la cuisine, contient "la piscine" : un rabaissement du sol dans l'une des deux chambres de l'étage. Ce plancher a été suspendu à deux volumineuses poutres existantes. Le poids qu'elles supportaient n'a presque pas été modifié : le plancher a été enlevé puis "simplement" réinstallé plus bas, sur

Les diverses hauteurs des sous-plafonds créent un jeu de volumes très contemporain.

Ci-contre : Étienne, le propriétaire

Article initialement publié dans le magazine *La Maison Écologique* n°104 d'avril-mai 2018



© Owendal Le Merhaize

La fameuse table conviviale prend une belle place dans l'appartement.

deux nouvelles poutres soutenues par des fers. Une belle manière d'optimiser la hauteur sous toiture car l'appartement étant orienté plein sud, l'isolation du toit a été particulièrement renforcée pour éviter les surchauffes en été.

### Les joies du réemploi

Le budget ne permettant pas d'isoler la totalité du logement et puisque la chaleur monte, il a été estimé qu'il y avait plus à gagner en n'isolant pas le sol, en outre composé de 10 à 20 cm d'un mélange de terre, chaux, sable... Au début du 19e siècle, il n'y avait pas de déchetterie, pas de camions pour gérer les restes de chantier, qu'il fallait pourtant bien mettre quelque part ; on les passait dans les planchers. Dans les immeubles canuts, la tomette était posée sur ce "marin". Une partie des tomettes a été conservée pour garder trace de l'histoire de l'appartement.

Autres vestiges du passé : toutes les anciennes portes ont été rabotées et réinstallées. Le couple voudrait encore les poncer, sans effacer totalement leur vécu que l'on distingue au gré des motifs formés par la mise à nu des anciennes couches de finitions successives. Un vieil escabeau récupéré dans l'ancien grenier sert quant à lui d'accès au lit d'Aimé.

Arnaud Efoe, architecte



© Owendal Le Merhaize

## Secteur patrimonial, affaire classée

L'appartement étant situé en secteur classé, les travaux extérieurs devaient s'intégrer au patrimoine environnant : fenêtres en bois comportant un détail très précis de rejet d'eau en quart de rond (invisible de la rue), en plus des traditionnels lambrequins\*. *"L'architecte des bâtiments de France ne nous a pas autorisé les quatre fenêtres de toit que nous voulions, dénonce Étienne. Ça nous a mis furax car on voit plein de choses scandaleuses en façade dans les rues, mais on nous embêtait pour un toit que personne ne voit ! On a joué le jeu en demandant l'autorisation ; beaucoup ne s'embêtent pas avec ça. Il suffit de regarder par la fenêtre pour constater qu'il y en a partout... Et heureusement, car c'est bien d'être en zone patrimoine, mais le patrimoine, il faut que ça vive, on n'est pas des statues en cire dans un musée ! Ce qui nous a sauvés, c'est qu'il y avait déjà deux fenêtres de toit, qu'on a pu passer en double vitrage, mais il fallait des dimensions et une couleur spéciales"* avec un meneau central pour ressembler aux châssis tabatières traditionnels de la Croix-Rousse. Mais, parfois, le patrimoine apporte aussi à la thermique, à l'instar des jalousies. *"Ces stores extérieurs sont une tradition lyonnaise qu'on devait réinstaller ; pas le droit aux volets"*, explique Arnaud. Baissés lors des journées chaudes, elles maintiennent une température agréable dans le logement.

\*ornement en haut de fenêtre qui protège les stores en position relevée

Enfin, fière mascotte de l'architecte : la grande table, presque tombée du ciel. Les chevrons de l'ancien plafond démontés pour ménager la trémie de l'escalier ont été rabotés par le menuisier – ce qui lui a coûté des lames de scie neuves car l'architecte pensait en avoir retiré tous les clous, à tort. Arnaud Efoe a ensuite lui-même assemblé les pièces de bois, vissées et collées. La famille y a enfin fixé quatre pieds discrets. *"Même quand on reçoit les copains, on est plus autour de cette table que dans le canapé"*, souligne Étienne.

## 2 questions à Arnaud Efoe, architecte

### La grande table est un "ouvrage collectif". Pourquoi ?

Au départ du dessin du nouveau plan, l'appartement, c'est cette table. à notre époque, la salle à manger n'a plus vraiment de sens, elle devient un espace qui peut vivre une fois par mois quand on reçoit et, le reste du temps, soit on est maniaque et il ne s'y passe rien, soit on est un peu bordélique et des papiers s'y accumulent. En me demandant ce qui existait comme modèle fonctionnant sans, j'ai pensé à un vieux corps de ferme. On y rentre directement par la cuisine, où il y a une table immense autour de laquelle tout se passe : repas, devoirs, réception, apéro... La maison s'organise autour de cet élément central. C'est d'ailleurs sur cette grande table placée dans l'espace principal que nous sommes en train de prendre le café et discuter.

### L'escalier est un autre emblème de ce chantier...

La structure des planchers à la française typiques des "canuts" s'alignant d'un étage sur l'autre, il était impossible de reporter la charge ponctuelle d'un escalier en colimaçon sans dalle de répartition. De plus, la cheminée empêchait de fixer un limon contre le mur. On a donc suspendu l'escalier à la poutre avec un garde-corps structurellement porteur, en porte-à-faux, qui tient l'intérieur du quart-tournant. Avec différents fers, on a suspendu la structure basse en créant un espace de lecture réalisé en filet comme le remplissage des garde-corps, ce qui permet notamment de laisser passer la lumière à moindre coût.

## La maison en chiffres

### 5 personnes vivent dans le logement

**Surface habitable :** 106 m<sup>2</sup>  
(sol 123 m<sup>2</sup> + mezzanine 19 m<sup>2</sup>)

**Durée des travaux :** début étude janvier 2015, démolition juillet, travaux de septembre à décembre 2015

**Isolation murs :** laine de bois homatherm holzflex (ép. 16 cm) : 72€ ttc/m<sup>2</sup> + retour d'isolant (3 cm) en tableau de fenêtres

**Isolation toit :** laine de bois homatherm holzflex (ép. 32 cm) : 87,5 € ttc/m<sup>2</sup>

**Isolation sous grenier non chauffé :** laine de bois homatherm holzflex (ép. 28 cm) : 79 € ttc/m<sup>2</sup>

Rupture acoustique du plancher intermédiaire par 10 cm de liège en vrac

5 fenêtres double vitrage (uw = 1,6 w/m<sup>2</sup>.K) : 7535 € ttc

2 fenêtres de toit (uw = 1,2 w/m<sup>2</sup>.K) : 1950 € ttc

Chaudière gaz murale à condensation elm leblanc megalis 22 kw (500 m<sup>3</sup>/an, soit 6 100 kwh/an chauffage, eau chaude et cuisson. L'étude thermique prévoit 42,6 kwh/m<sup>2</sup>.an pour le chauffage).

**Eau chaude sanitaire par micro accumulation :** 3 200 € ttc

**VMC Hygro B :** 1 250 € ttc

### Détail budget (ttc)

- ◆ Démolition 8 200 €
- ◆ Sablage 990 €
- ◆ Électricité 8 900 €
- ◆ Plomberie (dont chaudière) 15 100 €
- ◆ Cloisons, isolation, peinture, plâtrerie 34 500 €
- ◆ Couverture, charpentes, sols, escaliers, menuiseries 48 000 €
- ◆ Carrelage 4 600 €
- ◆ Linoléum naturel (pose en autoconstruction) 2 500 €
- ◆ Architecte 13 800 €

**Budget total : 149 792 €**

(hors déduction aides financières, 5 140 € de crédit d'impôt + 1 800 € de cee)

*Autoconstruction : pose des dalles de linoléum et de caoutchouc naturels, peintures de l'étage (sauf plafond), pose cuisine*

### Troquer des mètres carrés contre des calories

Avec le recul, Anne et Étienne retireraient l'ancien plancher bas plutôt qu'y coller directement le nouveau parquet par-dessus, car "certains endroits ne sont pas totalement plats et flottent un peu, on ne sait pas vraiment comment ça va vieillir et ça grince parfois, regrettent-ils. On est aussi mitigé au sujet des tomettes que nous avons conservées dans une chambre ; c'est super en été, mais pas très agréable sous les pieds en hiver". Pas de quoi ternir le tableau de cette rénovation : oubliée la raclette pour essorer les fenêtres, qui ne laissent d'ailleurs plus passer les bruits nocturnes de ce quartier animé.

Même si l'isolation thermique par l'intérieur a fait perdre environ 3 m<sup>2</sup> dans un marché de l'immobilier voisinant les 4 000 €/m<sup>2</sup>, "cette superficie ne nous manque pas du tout". Malgré l'augmentation de surface de plancher et de volume chauffé, "on consomme un peu moins qu'avant en chauffage avec plus de confort thermique, calcule Étienne. Dès qu'il y a du soleil en hiver, on peut couper le chauffage ! Fini les courants d'air, il fait meilleur, l'humidité est évacuée par la ventilation ; on n'a surtout pas du tout le même niveau de confort qu'avant. Les matériaux, les volumes, ça ne se chiffre pas seulement, ça se ressent".

Réalisée par l'atelier du lycée professionnel où travail Anne, la propriétaire, l'échelle donne sur la mezzanine où sont installés télé, bibliothèques, matelas...



# Défi des Familles à **Énergie Positive**, et si vous vous lanciez ?

## On vous explique en quoi consiste ce défi

Le défi consiste à économiser le maximum d'énergie et d'eau par rapport à l'hiver précédent. L'objectif est de mobiliser les citoyens sur les économies d'énergie que l'on peut réaliser au quotidien (électricité, gaz, eau, etc.), sans affecter son confort.



Pour cela, des familles se constituent en équipe (une équipe = 5 à 10 familles) et chaque foyer va mettre en place des gestes simples, non coûteux, afin de diminuer ses consommations. Les équipes participantes (familles, amis, voisins, ou collègues) ont comme mission de réduire leur consommation d'énergie d'au moins 8%, uniquement en modifiant quelques habitudes quotidiennes.

Chaque équipe est en relation avec un conseiller "énergie" d'un Espace Info Énergie (EIE). Ce conseiller l'accompagne dans le suivi des compteurs et dans les gestes d'économies d'énergie des logements.

### Notes :

Des malettes de mesure ainsi que des documents comme le "Guide des 100 éco-gestes"<sup>1</sup> sont prêtées aux participants par l'association. Un site internet spécifique permet de réaliser le suivi des consommations et de les comparer avec l'année précédente. Chaque famille s'inscrit gratuitement sur le site.

Officiellement, la saison 'Défi FAEP' commence début décembre et se termine fin avril. Mais il est conseillé de commencer plus tôt, ne serait-ce que pour s'organiser en équipe et se familiariser avec les mesures à prendre.

En septembre généralement, le conseiller recense les souhaits des personnes intéressées par le Défi FAEP à venir. Chaque équipe nomme un capitaine, personne référente qui aide les participants et assure le lien avec le conseiller.

Bernard Cottier



### Le défi des familles à énergie positive, en quelques mots

Créé en 2008 par l'association Prioriterre, le Défi "Familles à énergie positive" propose de se mobiliser afin de lutter efficacement contre les émissions de gaz à effet de serre, et réduire les factures d'énergie. Depuis 2017, le **CLER - Réseau pour la transition énergétique** coordonne, à l'échelle nationale, cette animation conviviale visant à modifier les comportements des familles dans la vie quotidienne, à l'aide d'éco-gestes. Entre 2008 et 2015, plus de **30 000 comptes ont été créés** sur le site de l'association.

Au niveau national, 5 409 foyers se sont inscrits à l'hiver 2017-2018, soient 883 équipes constituées. En Pays de La Loire par exemple : 666 foyers, dont 146 foyers en Maine-et-Loire (avec une moyenne d'économie de 884 kWh/foyer).

Une petite présentation : [www.youtube.com/watch?time\\_continue=2&v=IBGlakzENGA](http://www.youtube.com/watch?time_continue=2&v=IBGlakzENGA)

# Le défi réussi d'Anne et Yohel

Yohel, Anne et leurs trois filles (Lila, Maya et Lunah) ont participé de 2012 à 2014 au défi des familles à énergie positive<sup>1</sup> en Région Rhône-Alpes. En tant que directeur de la MJC d'Amplepuis, près de Lyon, Yohel était en recherche d'une dynamique locale autour d'un projet lié à l'environnement. On revient avec Anne sur cette expérience.

**RSDN : Comment s'est passé ce défi pour ta famille ?**

**Anne :** Super bien ! Comme c'est une démarche que Yohel a initié, il était le référent du groupe de familles de la MJC. On était en "concurrence" avec d'autres groupes de familles de la région. C'était vraiment une super expérience. Ça nous a demandé un vrai travail sur nous, nos habitudes, etc. On a beaucoup appris sur nous-mêmes.

**RSDN : Vous avez réussi ?**

**Anne :** Nous avons une consommation assez faible pour un foyer de 5 personnes, environ 1 500 euros par an (eau, électricité et fioul). Nous avons été très surpris par les économies réalisées. Dès la première année, la facture est tombée à 1 200 euros. Je ne pensais pas pouvoir gagner autant la deuxième année et pourtant la facture a de nouveau baissé de 200 euros. La dernière année, nous sommes arrivés au bout du chemin avec une baisse d'une cinquantaine d'euros. Je parle de l'argent économisé, ça fait un peu matérialiste, mais il faut dire que ça a été une des motivations principales.

**RSDN : Qu'avez-vous mis en place pour faire ces économies ?**

**Anne :** Je dirais qu'il y a eu deux types d'actions. De menus travaux d'aménagement dans la maison : isolation du chauffe-eau et des tuyauteries, installation de diffuseurs sur la robinetterie et de prises programmables<sup>2</sup>. À ce propos, ça a été assez drôle. On a mis un peu de temps à trouver l'horaire d'arrêt de la box internet. Autant dire que nous avons raté la fin de quelques films et séries ! (rires) Et puis il y a eu les changements d'habitudes : décongeler les aliments au réfrigérateur, diminuer le nombre de douches, baisser le chauffage, etc. Le plus gros changement de ce côté, ça a été l'arrêt du sèche-linge ! Mais du coup, ça a rebattu les cartes des tâches domestiques... (rire) Les filles ont adoré, elles ont pris ça comme un jeu et nous comme de l'éducation pour elles... La première année, Yohel a dû nous marquer à la culotte mais maintenant ce sont des réflexes !

**RSDN : Est-ce qu'il y a une vraie dynamique du défi qui se met en place ?**

**Anne :** Oui la dynamique et l'enjeu de gagner sont bien présents. Avec le collectif de la MJC nous avons remporté le défi la première année, il me semble, et nous avons gagné collectivement un appareil pour mesurer la déperdition d'énergie de nos maisons. Ça crée du lien !

**RSDN : Quatre ans après, vous en êtes où ?**

**Anne :** Notre facture a ré-augmenté (soupir). Les filles sont des ados. Il y a plus de douches, plus de lessives, nous avons aussi plus d'appareils électroniques... Et puis nous avons investi dans un poêle à granulés, c'est plus cher mais meilleur pour l'environnement. On a refait les huisseries après avoir utilisé l'appareil gagné lors du défi.

Ça nous a demandé un vrai travail sur nous, nos habitudes, etc. On a beaucoup appris sur nous-mêmes.



© Muselli

### Les familles à énergie positive en chiffres

Au cours des dernières éditions, 90 % des familles ont réalisé des économies, avec **12 % d'économies** en moyenne sur les consommations énergétiques, soit **environ 200 euros par an**, par foyer, sans investissement financier, ainsi qu'une **économie d'eau de 13 %** en moyenne, le tout ayant permis d'éviter l'émission de 1400 teqCO2 !

- Notes :**
- 1 : [www.familles-a-energie-positive.fr](http://www.familles-a-energie-positive.fr)
  - 2 : Un peu moins d'une centaine d'euros investis.

# CéléWatt, un projet solaire, citoyen et local

**Le 30 juin, la coopérative CéléWatt a inauguré son parc solaire citoyen à Brengues dans le Lot. Deux ans seulement après le lancement de l'initiative, les sociétaires de la coopérative CéléWatt ont pu inaugurer le parc. Les 862 panneaux photovoltaïques ont été installés et produisent, depuis le 20 juin 2018, l'équivalent de l'électricité consommée par environ 200 personnes, soit la population d'une commune rurale moyenne du Lot.**

En s'inspirant de plusieurs expériences, notamment dans le Gard et l'Aude, CéléWatt se propose de créer progressivement une grappe de parcs solaires le long de la vallée du Célé et sur les Causses du Quercy environnants. Parce que le soleil offre une énergie qui est sans danger, abondante et renouvelable ! À ce jour, 350 sociétaires ont rejoint la coopérative afin de financer le parc solaire. Ce sont eux qui contrôlent le capital, faisant de CéléWatt une structure indépendante de tout grand groupe ou investisseur spéculatif.

## Les étapes du projet

Techniquement, ce projet a été possible grâce à l'investissement d'une équipe bénévole dynamique et d'acteurs locaux. D'abord il a fallu l'accord de principe par le Conseil municipal pour étudier la faisabilité d'un parc villageois sur une parcelle communale. L'équipe a, ensuite, pu réaliser en lien avec les chargés de mission du Parc Naturel Régional des Causses du Quercy, un pré-diagnostic écologique de la parcelle, et construire les premières hypothèses techniques avec Enercoop Midi-Pyrénées et Quercy Énergies.

À l'automne-hiver 2016 Enedis a réalisé une étude de pré-raccordement, ce qui a permis la présentation de l'avant-projet au pôle "Énergies renouvelables" à la direction départementale des territoires du Lot, et la mise en place du conseil d'intégration paysagère avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) du Lot.



## Qu'en est-il de l'autre côté de la prise ?

Enercoop est le fournisseur d'électricité qui achète la production du parc solaire de Brengues. Plus encore, ce parc solaire n'entrant pas dans les critères pour bénéficier des mécanismes de soutien public de l'État, Enercoop propose un tarif de soutien qui permet l'équilibre économique du projet. Il soutient et encourage ainsi le développement des moyens de production d'énergies renouvelables et citoyennes. Les clients et sociétaires d'Enercoop, via leur facture d'électricité participent ainsi à la propagation de ce type de projets exemplaires. Une énergie militante !

L'équipe Enercoop Midi-Pyrénées



## Notes :

1 : Direction Régionale des Affaires Culturelles.

La parcelle a pu être débroussaillée par les bénévoles au printemps 2017 et le pré-diagnostic archéologique réalisé par la DRAC<sup>1</sup> et le Département du Lot. La première pancarte d'autorisation pour les travaux a été installée sur la parcelle début septembre 2017 pour un début de travaux mi-avril 2018 et l'installation des panneaux à commencer début mai.

## Qui est Enercoop ?

Enercoop est un fournisseur coopératif d'électricité 100 % renouvelable ayant une logique de circuit court. Il s'approvisionne directement et exclusivement auprès de producteurs d'énergies renouvelables et développe des outils pour encourager ses clients à réaliser des économies d'énergie. Composé de 10 coopératives, le réseau Enercoop s'organise sur les principes d'une gouvernance partagée, transparente et démocratique qui accompagne des projets citoyens durables, dans les territoires.



# Nouvelle galette pour les Bure Haleurs

Les joyeux lurons antinucléaires, mais pas que, du groupe Bure Haleurs, proposent une nouvelle galette musicale à déguster autant à la maison qu'au cours de manifestations populaires. Le bon goût y côtoie la suave verve militante de nos compagnons de lutte.

## Jocelyn Peyret : Qui sont les Bure Haleurs ?

**Bure Haleurs** : Nous sommes principalement trois : David, Piot Pèpère et H.II. Nous travaillons avec le même état d'esprit mais tous dans des styles différents.

Chacun arrive avec sa chanson, souvent un mélange d'humour et d'engagement. Nous ne voulons pas plomber encore plus le moral des gens ! Nous préférons prendre le bon côté des choses, garder de la légèreté dans nos textes.

Autour de ce trio, le groupe est à géométrie variable. Vincent, Jean-Claude et le Jo, quand ils peuvent, viennent aux concerts, alors que d'autres encore ne jouent que sur le CD. Pour cet album, nous avons bénéficié de la participation bénévole de Pit sur les prises de son, certains passages à la guit' et le mixage final.

Pour le choix du nom du groupe, nous trouvons que cela sonnait bien pour une lutte qui est amenée à prendre de l'ampleur.

Au départ nous nous sommes rencontrés autour d'un projet, le Halage du débat, dont l'idée était de suivre les canaux et voies d'eau pour expliquer que la radioactivité des déchets enfouis à Bure va se diffuser par l'eau. Nous voulions alerter les populations en organisant des soirées d'information musicales. Notre premier Halage a eu lieu en 2012. Nous avons rejoint Saint-Dizier (52) et Auberive (52), vers Dijon.

Puis, l'année dernière, nous sommes partis de Bure (55) et avons longé la Meuse pour finir à Maastricht (Pays-Bas). Nous avons, entre autres, été accueillis par Bouli Lanners (acteur et réalisateur belge). Cette année ce sera le trajet de Trèves (Allemagne) à Bure en passant par la centrale de Cattenom (57).

## JP : Comment concevez-vous vos albums ?

**Bure Haleurs** : Nous prenons notre temps ! Il est difficile de réunir tout le monde depuis Metz (57), Langres (52), Luneville (54) et Sarrebourg (57). Pour l'enregistrement du dernier album, nous dépendions aussi de la disponibilité de Pit. Il est membre d'autres groupes en plus de son travail d'ingénieur du son.

Nous voulions travailler les arrangements des six titres de cet album pour que ce soit moins brut de pomme que pour notre précédent projet. En contre-partie, nous répétons peu, ce qui permet de conserver de la spontanéité en concert.

Pour le premier album, comme pour le dernier, ce fut un concours de circonstances. Nous en discutons sans vraiment planifier quoi que ce soit. Et puis, au cours d'une fête, un copain de Metz nous annonce posséder un super studio, ne pas avoir trop de boulot, et du coup il nous propose un tarif très intéressant pour enregistrer.

Pour le deuxième ce fut un peu la même chose avec Pit. Pour les textes, nous ne parlons pas spécifiquement du nucléaire même si c'est notre sujet de prédilection. Nous ne sommes pas près d'en finir avec ça ! Nous parlons du jardin, de la nature, du changement de vie, du tout sécuritaire, etc.

**Nous véhiculons des vrais sons dans la vraie vie ! Nous recherchons la convivialité des marchés, de la rue, etc.**



## JP : Pourquoi ce choix de l'acoustique ?

**Bure Haleurs** : Pour être sur le terrain ! Sans micro ni sono, c'est plus facile pour jouer devant la grille de l'Andra, devant le tribunal de Colmar pour soutenir les faucheurs d'OGM, devant une centrale nucléaire, etc. Nous avons ainsi la chance de pouvoir jouer sans être dépendants d'une prise de courant et d'un ampli !

Et puis, les gens sont sensibles au "vrai" son. Les enfants sont abreuvés de musique au format MP3 compressé. Quand tu joues sur un marché, quand ils entendent un instrument en direct, ils restent scotchés. Entre ce que le même peut entendre sur un pauvre Ipod et le vrai son d'un instrument, c'est le jour et la nuit.

Interview par Jocelyn Peyret

Les trois principaux joyeux lurons des Bure Haleurs.

# Helen Caldicott :

## le nucléaire n'est pas un roman

Pour évoquer la vie foisonnante et la lutte sur tant de fronts de ce personnage audacieux et parfois contesté, délimitons d'emblée la géographie de son combat : l'arrêt du nucléaire et la protection de la santé. Femme, mère, militante, médecin pédiatre, Helen Caldicott peut donner l'impression de trop multiplier les initiatives et mélanger les rôles. C'est pourtant sa principale force.

Née à Melbourne en 1938, la lecture, en 1957, du roman *On the Beach*<sup>1</sup>, lui ouvre les yeux sur les dangers du nucléaire. Elle y découvre celles et ceux qui attendent, en Australie, l'arrivée de radiations mortelles provoquées par une guerre nucléaire dans l'hémisphère nord. Elle y lit les conséquences réelles de ce qui reste jusqu'alors pour tou.tes, en pleine "guerre froide", une abstraction.



### Hélène Caldicott en quelques prix

Helen Caldicott a obtenu 21 doctorats honorifiques – 1983, *If you love this planet* (participation), Oscar du meilleur court métrage documentaire – 1985, nommée au Prix Nobel de la Paix – 1992, Peace Abbey Courage of Conscience Award – 2003, Prix de la Fondation Lannan – 2006, Prix australien de la Paix.

*“La fission de l'atome a tout changé, sauf la façon de penser de l'homme. Nous nous acheminons donc vers une catastrophe sans précédent.”* déclare-t-elle après Einstein, dans le documentaire canadien de 1982, *If you love this planet*<sup>4</sup>. Enregistrement d'une conférence donnée par le Dr Helen Caldicott au Plattsburg State College, l'administration de Ronald Reagan y voit une "propagande politique étrangère" et lui assure la notoriété en faisant interdire le film aux USA. Le film n'en obtient pas moins l'Oscar du meilleur court métrage documentaire.

#### Notes :

1 : Roman de Nevil Shute.

2 : Des médecins pour la responsabilité sociale.

3 : Campagne des électeurs pour le gel du nucléaire.

4 : *Si cette planète vous tient à cœur.*

5 : Mouvement des femmes pour le désarmement nucléaire, ensuite rebaptisé Women's Action for New Directions (Mouvement des femmes pour des orientations nouvelles).

Helen est diplômée de médecine en 1961 et, à partir de 1973, exerce à l'hôpital pour enfants d'Adelaïde (Australie). Elle intègre en 1977 celui de Boston (États-Unis), enseignant la pédiatrie à la Harvard Medical School. Parallèlement, la voici à l'origine, dès 1971, du mouvement australien et néo-zélandais contre les essais nucléaires français dans le Pacifique, et, en 1975, d'une campagne alertant les syndicats australiens sur les dangers sanitaires et militaires du nucléaire. Trois ans plus tard, elle fonde l'association Physicians for Social Responsibility<sup>2</sup>, regroupant vingt-trois mille médecins, afin d'informer la population. En 1980, c'est la Nuclear Freeze Voter Initiative Campaign<sup>3</sup>, destinée à faire pression sur les U.S.A. et l'U.R.S.S. pour le gel des essais, de la production et du déploiement des armes nucléaires. La même année, elle abandonne sa carrière pour se consacrer au militantisme.

Fondatrice en 1983 du Women's Action for Nuclear Disarmament<sup>5</sup> visant à réduire l'usage de l'énergie nucléaire, nommée en 1985 au Prix Nobel de la Paix, Helen Caldicott ancre l'originalité et la force de son discours dans le corps de la vie. Elle imagine envahir l'assemblée gouvernementale avec mille bébés pour éveiller les consciences à la protection des plus fragiles, interpelle ses auditoires en appelant à la lutte : une centrale nucléaire près de chez vous ? Battez-vous jusqu'à obtenir sa fermeture !

Exposant le point de vue du médecin, elle démonte le discours des gouvernants. On lui reproche son émotivité, ou de détourner sa fonction de praticienne ? Elle assume, affirme réagir en "femme", en tenant compte du corps et des affects. Car, en cas de "guerre" nucléaire, aurions-nous le temps de courir aux abris que nous le regretterions, tant seraient atroces les conditions de survie : infrastructures détruites, raréfaction du personnel médical, disparition de millions de personnes, épidémies, manque d'oxygène, couche d'ozone en lambeaux, écosystème carbonisé, etc.

C'est contre cette réalité insuffisamment exprimée qu'elle entend lutter.

### Hélène Caldicott en quelques œuvres

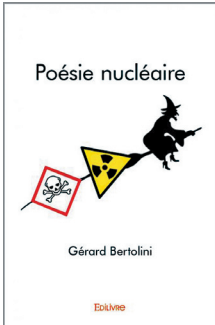
1979, *Nuclear Madness* – 1984, *Missile Envy* – 2001 et 2004, *The New Nuclear Danger : George W. Bush's Military Industrial Complex* – 2006, *Nuclear Power Is Not the Answer to Global Warming or Anything Else* – 1982, Participe au documentaire canadien *If You Love This Planet* – 2004, Film de sa nièce la réalisatrice Anna Broinowski – *Helen's War : portrait of a dissident.*

Marie Gagnard Volta

# Nous avons lu, vu...

## Poésie nucléaire

Gérard Bertolini,  
Édition Edilivre, 2018, 30 pages.  
Livre papier : 7 €, livre numérique :  
1,99 € sur [www.edilivre.com/poesie-nucleaire-gerard-bertolini.html/](http://www.edilivre.com/poesie-nucleaire-gerard-bertolini.html/).



Dans ce petit recueil de poèmes, Gérard Bertolini, ancien directeur de recherche au CNRS et spécialiste des déchets nous parle du nucléaire, de l'extraction de l'uranium à la gestion des déchets en passant par les accidents de Three Miles Island, de Tchernobyl et de Fukushima. On aborde la question avec un regard neuf et poétique.

Anne-Lise Devaux

## Le couvercle du soleil

Réalisation Sato Futoshi, durée 1h30.  
Pour les groupes qui souhaiteraient organiser une projection de ce film peuvent contacter Kolin Kobayashi [echoechanges@wanadoo.fr](mailto:echoechanges@wanadoo.fr)

Quelle idée folle, aux confins de l'absurde, de vouloir poser un couvercle sur le soleil !

Il faut voir ce docu-fiction pour comprendre le message que son titre dissimule.

L'histoire<sup>1</sup> se passe à Tokyo, les cinq premiers jours après la catastrophe du 11 avril 2011, avec son terrible tremblement de terre, le tsunami et les 3 explosions de la centrale de Fukushima. Nous sommes dans la "phase réflexe" d'une catastrophe. Le film nous introduit dans la résidence du premier ministre, Naoto Kan<sup>2</sup>, qui est le personnage central. Il faut dire "personnage" et non "acteur", car on nous montre qu'il ne peut justement pas agir. Il ne peut que poser des questions auxquelles les prétendus spécialistes ne savent pas répondre. Ceux qui connaissent les réponses, les cadres de TEPCO, refusent de les donner au gouvernement. Comment peut-il alors trouver les solutions à un problème dont on lui cache les données ?

C'est à la fois impossible, angoissant et fou.

Comme dans tous les pays "nucléarisés", les hommes politiques japonais avaient fait confiance à l'industrie de leur pays pour garantir la sûreté des installations nucléaires. Cette confiance a manifestement été trahie. Le visionnage nous permet d'imaginer ce qui se passerait en cas d'accident nucléaire majeur en France. Comment dans ces conditions poursuivre l'exploitation des centrales nucléaires ?

C'est à la fois impossible, angoissant et fou...

...tout comme vouloir poser un couvercle sur le soleil.



## En pratique

Après l'avant-première de la projection à Paris en mars dernier, en présence de Naoto Kan, le film a été projeté au Mans (72) et à La Turballe (44) en avril. D'autres soirées-débats sont d'ors et déjà programmées pour l'automne et l'hiver prochain : à Nantes (44) le 17 septembre, au cinéma Le Concorde, à Angers (49) le 18 septembre au cinéma 400 Coups puis les 25, 26 et 27 janvier 2019 à Tours, Ambroise et Chinon.

## Notes :

**1 :** Le scénario du film a été écrit pendant un an et demi par un collectif tentant de reconstituer la réalité de ces cinq jours en référence aux rapports officiels.

**2 :** Suite à ces événements dramatiques, Naoto Kan a démissionné de sa fonction de premier ministre, et fait actuellement campagne en faveur de la sortie du nucléaire, partout dans le monde.

Jacques Terracher et Kolin Kobayashi

## Le design énergétique des bâtiments

Pascal Lenormand,  
AFNOR éditions, 2018, 129 p., 28 €

Avec un tel titre, on pouvait s'attendre à un traité sur la thermique des bâtiments, purement technique et accessible uniquement aux personnes dotées d'une formation d'ingénieur. Rassurez-vous, ce n'est pas le cas !

Membre actif de l'association Négawatt, Pascal Lenormand, qui cumule les expériences de spécialiste du design énergétique, de musicien professionnel et de traducteur d'ouvrages sur la méditation, a fait le choix d'une approche atypique, rafraîchissante et humaniste. Il propose ainsi une excellente vulgarisation des notions énergétiques de base et des grands enjeux de la consommation des bâtiments, illustrés avec humour et pédagogie par un bédéiste. Mais il élargit le propos bien au-delà du champ technique, pour rentrer dans celui de l'humain. L'auteur introduit d'intéressantes réflexions sur la notion éminemment subjective de sobriété, qu'il invite à considérer non comme un synonyme d'austérité mais comme un appel à la créativité. Surtout, il rappelle que tout bâtiment, si bien conçu soit-il sur le papier, peut s'avérer invivable si l'on n'intègre pas dans la réflexion les humains qui vont l'utiliser... Il n'est pas courant qu'un ouvrage sur un sujet technique se conclue, comme celui-ci, par un appel à l'empathie et à la bienveillance dans tous les domaines. Une approche bienvenue qui mérite d'être saluée !

Charlotte Mijeon



